

**Projet de restructuration de bureaux du Palais de Justice
de l'Ile de la Cité - Bâtiment 5**

**MARCHE DE TRAVAUX RELATIFS A L'OPERATION
DE TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DU
BATIMENT B5 DU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS
SITUE SUR L'ILE DE LA CITE, ET D'UNE PARTIE DU
BATIMENT B6 / PARIS**

**LOT 2, LOT 3, LOT 4, LOT 5, LOT 6, LOT 7, LOT 8,
LOT 9,**

LOT 10, LOT 11, LOT 12, LOT 13, LOT 14, LOT 15

***CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)***

PROJET

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES..... 6

1.1	Objet du marché.....	6
1.2	Contexte de l'opération	6
1.3	Présentation générale du programme des travaux	8
1.4	Titulaires du contrat	8
1.5	Tranches	8
1.6	Variantes	9
1.7	Allotissement	9
1.8	Intervenants	10
1.8.1	Maître de l'ouvrage / Pouvoir adjudicateur.....	10
1.8.2	Utilisateurs	10
1.8.3	Tiers	10
1.8.4	Organisation de la maîtrise d'œuvre.....	10
1.8.5	Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier.....	11
1.8.6	Coordination en matière de Système de Sécurité Incendie (CSSI)	11
1.8.7	Contrôle technique	11
1.8.8	Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.....	12
1.8.9	Mission de synthèse architecturale et technique	13
1.9	Les études d'exécution	13
1.10	Condition générale d'exécution	13
1.11	Ouvrages existants et état des lieux.....	14

ARTICLE 2 : Pièces constitutives du marché 15

2.1	Pièces constitutives du marché	15
2.2	Représentant du Titulaire.....	16
2.3	Mesures à l'encontre du personnel	16
2.4	Forme des notifications et échanges d'information	16
2.5	Obligation pour le Titulaire de transmettre les pièces relatives à la lutte contre le travail dissimulé.....	17

ARTICLE 3 : EXECUTION DU MARCHÉ..... 17

3.1	Partie du marché à prix forfaitaire.....	17
3.2	Partie du marché à prix unitaires	17

ARTICLE 4 : VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES 17

4.1	Répartition des paiements	17
4.2	Contenu des prix	18
4.2.1	Généralités (gestion du chantier et des avoisinants – gardiennage)	18
4.2.2	Dépenses d'investissement et d'entretien à titre non limitatif (dont nettoyage, voirie).....	20
4.2.3	Dépenses de consommation	21
4.3	Dépenses communes à caractère exceptionnel	21
4.4	Règlement des ouvrages ou des travaux non prévus ou modificatifs.....	21

4.5	Approvisionnements du chantier	22
4.6	Règlement des comptes - Modalités de paiement.....	22
4.6.1	<i>Les modalités du règlement du marché</i>	22
4.6.2	Les décomptes et acomptes mensuels.....	22
4.6.3	Décompte final.....	23
4.7	Variation dans les prix	23
4.7.1	Variation des prix	23
4.7.2	Mois d'établissement des prix du marché.....	23
4.7.3	Choix de l'index de référence	24
4.7.4	Modalités de révision des prix	25
4.7.5	Application de la taxe à la valeur ajoutée	25
4.7.6	Actualisation ou révision des frais de coordination (en cas de groupement)	25
4.8	Sous-traitance.....	25
4.8.1	Désignation de sous-traitants au cours du marché.....	26
4.8.2	Sous-traitance directe.....	27
4.8.3	Sous-traitance indirecte	27
4.9	Cotraitance	28
4.10	Augmentation de la masse des travaux	28
4.11	Prix nouveaux	28
4.12	Prestations similaires	29

ARTICLE 5 : PRÉPARATION-DELAIS D'EXECUTION-PENALITES-RETENUES- REFACTIONS 29

5.1	Modalités d'exécution et calendrier contractuel détaillé d'exécution des travaux – Période de préparation	29
5.1.1	Tranche ferme	29
5.1.2	Tranche optionnelle	30
5.2	Calendrier détaillé d'exécution - tranche ferme et optionnelle	30
5.3	Prolongation du délai d'exécution.....	31
5.3.1	Journées d'intempéries prévisibles.....	31
5.3.2	Tâches non soumises aux intempéries.....	32
5.3.3	Autres précisions.....	32
5.4	Pénalités.....	33
5.4.1	Pénalités de retard	33
5.4.2	Autres pénalités en cours de chantier.....	33
5.4.3	Pénalités relatives à la GPA.....	35
5.4.4	Autres pénalités	35
5.4.5	Cumuls des pénalités	36
5.5	Pénalités provisoires	36

ARTICLE 6 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE..... 37

6.1	Retenue de garantie.....	37
6.1.1	Substitution de la retenue de garantie	37
6.1.2	Constitution et complément.....	37
6.1.3	Restitution des garanties	37
6.1.4	Dispositions relatives aux prestations sous-traitées	37
6.2	Reversement.....	37
6.3	Avance	38

ARTICLE 7 : RÉALISATION DES OUVRAGES 38

7.1	Provenance des matériaux et produits	38
7.2	Vérification qualitative des matériaux et produits – essais et épreuves	38
7.2.1	Contrôles de fabrication	38
7.2.2	Contrôles sur chantier.....	38
7.2.3	Essais et contrôles prévus au marché.....	38
7.2.4	Essais et vérifications complémentaires.....	39
7.3	Défauts d'exécution - mesures d'alertes	39
7.4	Implantation des ouvrages.....	39
7.4.1	Piquetage général.....	39
7.4.2	Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	39

ARTICLE 8 : PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX 40

8.1	Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	40
8.2	Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail	41
8.3	Armoire à plans	42
8.4	Echantillons - Notices techniques - P.V. d'agrément	42
8.4.1	Echantillons, prototypes	42
8.4.2	Prototypes et surfaces témoins	42
8.4.3	Equivalence des normes.....	43
8.5	Réunions et rendez-vous de chantier.....	43
8.5.1	Réunions	43
8.5.2	Rendez-vous de chantier	43
8.5.3	Visites du chantier	44
8.6	Organisation, hygiène et sécurité du chantier	44
8.6.1	Plans particuliers de sécurité et de protection de la santé	44
8.6.2	Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité	44
8.6.3	Cas d'urgence	45
8.6.4	Installations de chantier	45
8.6.5	Pouvoirs du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé	46
8.6.6	Collège interentreprise de sécurité, de santé et de conditions de travail	46
8.6.7	Réunions du collège interentreprise de sécurité, de santé et des conditions de travail	46
8.6.8	Locaux pour le personnel.....	47
8.6.9	Voies et réseaux divers	47
8.6.10	Application de la réglementation du travail - Protection de la main d'œuvre – Droit du travail – Lutte contre le travail dissimulé.....	47
8.7	Signalisation du chantier.....	47
8.8	Obligations, règlement et sécurité, comportement du personnel	48
8.9	Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	49
8.10	Actions d'insertion	50
8.10.1	Obligations du titulaire.....	50
8.10.2	Modalités de mise en œuvre des actions d'insertion	50
8.10.3	Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales	51
8.10.4	Modalités de contrôle de l'action d'insertion	52

ARTICLE 9 : CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX – MISE A DISPOSITION DES OUVRAGES – GARANTIES – ASSURANCES 52

9.1	Réception	52
9.2	Documents fournis après exécution.....	53
9.3	Opérations préalables à la réception.....	53
9.4	Mise en place d'un outil interactif de suivi de travaux et des OPR.....	55

9.5	Formation	56
9.6	Décision de Réception	56
9.7	Modalités de suivi de la garantie de parfait achèvement.....	57
9.7.1	Délai de GPA.....	57
9.7.2	Organisation pendant la GPA	57
9.7.3	Visite de fin du délai de parfait achèvement.....	58
9.8	Garanties particulières.....	58
9.9	Assurances	58
9.9.1	Assurance de responsabilité civile autre que décennale	60
9.9.2	Assurance décennale	61
9.9.3	Justification des polices et qualifications.....	61
9.9.4	Contrat collectif de responsabilité décennale	62
9.9.5	Assurance « Tous Risques Chantier »	62

ARTICLE 10 : RESILIATION – REDRESSEMENT et LIQUIDATION JUDICIAIRE – MESURES COERCITIVES..... 63

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES DIFFERENDS..... 63

ARTICLE 12 : CLAUSES DE CONFIDENTIALITE 64

12.1	Obligation de discrétion	64
12.2	Mesures de sécurité	64

ARTICLE 13 : TRANSMISSION DES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS VIA UNE PLATEFORME EN LIGNE 65

ARTICLE 14 : CONDITIONS DE L’HABILITATION DES PERSONNELS..... 65

ARTICLE 15 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX 65

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières est un marché de travaux dans le cadre de l'opération de travaux de restructuration du bâtiment « B5 » et des combles du bâtiment B6 sur le site du Palais de Justice de l'île de la Cité.

Les travaux sont décomposés en lots, listés à l'article 1.7 du présent document.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le(s) cahier(s) des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Contexte de l'opération

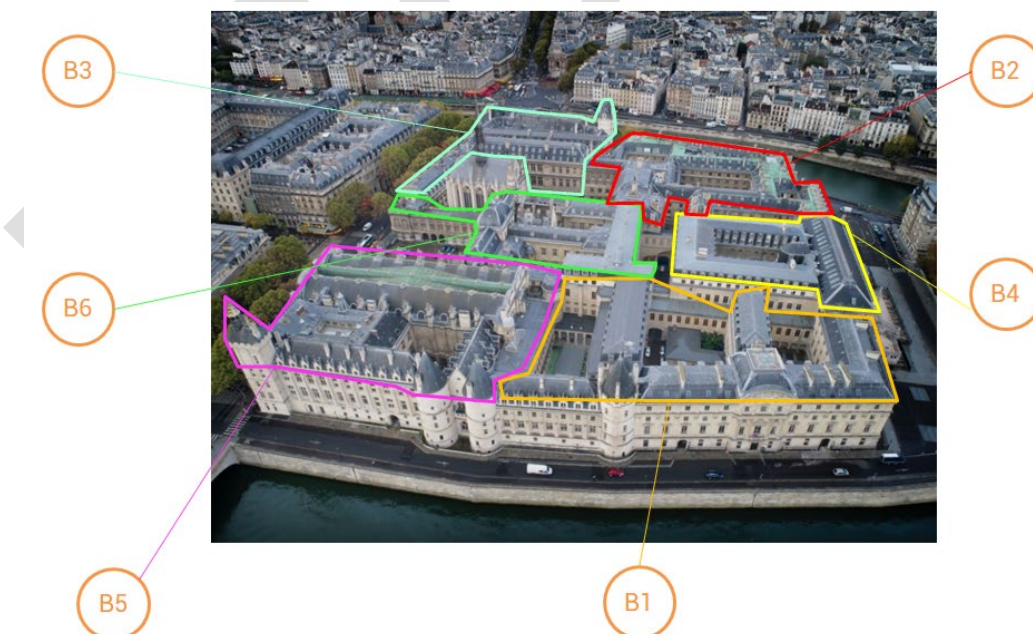
L'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ) est en charge du projet de restructuration du palais de justice de l'île de la Cité.

Le projet immobilier proprement dit est une lourde restructuration des bâtiments du palais de justice avec de fortes contraintes patrimoniales. Il fait suite au déménagement du tribunal de grande instance de Paris vers le nouveau tribunal de Paris situé sur la zone d'aménagement concertée Clichy-Batignolles dans le 17^{ème} arrondissement.

L'îlot est actuellement occupé par trois Ministères :

- Le Ministère de la Justice, avec notamment la Cour de cassation et la Cour d'appel de Paris
- Le Ministère de l'Intérieur, avec différents services de la Préfecture de Police
- Le Ministère de la Culture, avec notamment la Conciergerie et la Sainte-Chapelle.

Ce projet de restructuration qui s'étendra sur de nombreuses années concerne l'ensemble du palais de justice de l'île de la cité, décomposé au titre de la sécurité incendie en 6 bâtiments distincts B1 à B6. Chacune de ces zones donne lieu à une opération de travaux distincte.



Compte tenu de l'ampleur et de la complexité de cette opération d'ensemble, celle-ci a été décomposée en plusieurs bâtiments et phases de travaux.

La présente opération concerne la restructuration globale et définitive de locaux disponibles dans le B5 sur le site du palais de justice de l'île de la cité à Paris, d'une surface d'environ 10 621 m² (SDO en superstructure) et 750 m² SDO (en sous-sol), y compris les combles du B6 réalisées dans le même temps.

L'objectif du maître d'ouvrage est de restructurer des locaux pour y aménager des espaces tertiaires banalisés génériques destinés à des occupants encore non identifiés. Ces surfaces pourront à terme servir à l'implantation d'un service de manière définitive ou bien d'espaces tiroirs pour des opérations à venir.

L'opération sera conduite en deux phases :

- Phase de travaux préparatoires (lots anticipés : Lot 0 et lot 1)
- Phase de restauration (objet des lots de la présente consultation) .

Le palais est classé en totalité au titre des monuments historiques sur la liste de 1862, confirmé par arrêté du 18 avril 1914.

Le site reste occupé pendant la durée de l'opération et sans interruption de fonctionnement :

- En ce qui concerne le ministère de la Justice, le palais de justice restera occupé (hormis la stricte zone des travaux (aussi dans le cadre de la présente phase anticipée de travaux) par la Cour de cassation, la Cour d'appel, les services communs (PCI, commandement militaire) et les tiers occupants (self, avocats, etc.).
- En ce qui concerne le ministère de la Culture, les deux monuments exploités par le Centre des Monuments Nationaux (Sainte-Chapelle et Conciergerie) resteront ouverts au public.

La continuité de service pour l'ensemble des activités du site (Justice et Culture) doit être assurée durant la totalité des phases de chantier, dont la présente phase de travaux anticipés. La planification et la maîtrise des nuisances constituent un objectif prioritaire du maître d'ouvrage, qui devra être pris en compte au quotidien par chacune des entreprises.

D'une manière générale, les nuisances sonores devront être réduites autant que possible, en particulier dans le cadre des horaires de travail réguliers (9h – 18h).

Les interventions devront faire l'objet d'une planification renforcée afin de maîtriser les nuisances induites pour les services en fonctionnement.

Le chantier se déroulera donc en site occupé ou contiguïté immédiate d'espaces occupés (activité judiciaire ERP, activité tertiaire code du travail, activité touristique). Par ailleurs, d'autres chantiers sont menés parallèlement sur d'autres parties du Palais, sous la maîtrise d'ouvrage de l'APIJ ou portés par d'autres maîtres d'ouvrages (Justice, Culture, Intérieur).

Enfin, le chantier sera soumis à des exigences de sûreté importantes, afin de garantir la sécurité du site.

1.3 Présentation générale du programme des travaux

Se référer à l'annexe 1 au CCAP – présentation générale de l'opération.

1.4 Titulaires du contrat

Les caractéristiques du titulaire du marché travaux, désigné dans le présent CCAP sous le nom « l'entreprise » ou « le titulaire », sont précisées à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Dans la suite du document, il sera fait mention « du titulaire ».

1.5 Tranches

1.5.1 Lots non découpés en tranches

Les lots n° 2,3,5, 6,7,8,9,11,12,13,14,et 15 ne sont pas découpés en tranches.

1.5.2 Lots découpés en tranches

Pour le lot 4 : tranche ferme et une tranche optionnelle :

- la tranche ferme comprend un ensemble de travaux présentés dans la note de présentation de l'opération
- la tranche optionnelle comprend des travaux de reprises structurelles et de gros œuvre

Pour le lot 11 : tranche ferme et une tranche optionnelle :

- la tranche ferme comprend un ensemble de travaux présentés dans l'annexe 1 au RC -note de présentation de l'opération
- la tranche optionnelle comprend des travaux de restauration pour une dizaine de menuiseries

Modalités d'affermissement de la tranche optionnelle (lots 4 et 11) :

Par dérogation aux articles 10.6 et 18.3 du CCAG-TRAVAUX, les tranches optionnelles, pour les lots 4 et 11 seront affermies le cas échéant par une décision du représentant du maître d'ouvrage notifié au titulaire au plus tard, au plus tard 36 mois après la notification du marché.

Il est précisé que la tranche optionnelle peut être affermie avant la fin de la tranche ferme.

Indemnité d'attente :

Il ne sera versé aucune indemnité d'attente au titulaire (lot 4 et lot 11)

Indemnité de dédit pour non-affermissement des tranches :

En cas de non-affermissement de la tranche optionnelle (lot 4 et lot 11) par le représentant du maître d'ouvrage, il ne sera versé aucune indemnité de dédit.

1.6 **Variantes**

Variante libre autorisées : **seront précisées ultérieurement**

Variante imposée : **seront précisées ultérieurement**

1.7 **Allotissement**

Les travaux de la présente opération sont allotis au sens de l'article 2113-10 du code de la commande publique, en 16 lots distincts. Chaque lot ainsi identifié fait l'objet d'un marché indépendant juridiquement mais lié techniquement à la réalisation des autres marchés.

L'allotissement est le suivant :

- *Lot 0 : opérations anticipées*
- *Lot 1 : déconstruction de la salle provisoire*

Pour rappel l'opération de travaux comporte également le lot 0 et lot 1 qui ont été passés via des procédures antérieures ; ils ne sont pas concernés par le présent CCAP.

- Lot 2 : Lot Installations de Chantier
- Lot 3 : Lot Echafaudages et Parapluie
- Lot 4 : Lot TCE (macro-lot)
- Lot 5 : Lot Charpente- couverture (emprise rouge)
- Lot 6 : Lot Charpente- couverture (emprise bleue)
- Lot 7 : Maçonnerie-pierre de taille extérieure (emprise rouge)
- Lot 8 : Maçonnerie-pierre de taille extérieure-paysage (emprise bleue)
- Lot 9 : Maçonnerie-pierre de taille intérieure
- Lot 10 : Menuiseries MH extérieures – emprise rouge
- Lot 11 : Menuiseries MH extérieures – emprise bleue
- Lot 12 : Menuiseries MH intérieures
- Lot 13 : Ferronnerie et serrurerie extérieure
- Lot 14 : Ferronnerie et serrurerie intérieure – lustrerie – bronzerie d'art
- Lot 15 : Décors et Gypserie

Les emprises rouge et bleues sont identifiées dans l'annexe 1 au CCAP

Le Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC) est relatif aux prescriptions communes à tous les lots.

1.8 Intervenants

1.8.1 *Maître de l'ouvrage / Pouvoir adjudicateur*

Le maître d'ouvrage de plein exercice et pouvoir adjudicateur de cette opération est l'Agence publique pour l'immobilier de la Justice (APIJ), établissement public à caractère administratif national régi par les dispositions du décret 2006-208 du 22 février 2006 modifié.

Le représentant du pouvoir adjudicateur est Monsieur le Directeur Général de l'APIJ.

1.8.2 *Utilisateurs*

La Cour d'appel de Paris, la Cour de cassation, le ministère de la culture sont les futurs utilisateurs du bâtiment. Ils ne sont en aucun cas assimilables au maître d'ouvrage. Ils seront nommés ci-après « les utilisateurs ».

Les titulaires ne pourront en aucun cas prendre des directives auprès des utilisateurs. Tout travail supplémentaire réalisé par l'entreprise à la demande des utilisateurs ne lui sera pas rémunéré.

1.8.3 *Tiers*

La Cour d'appel, la Cour de cassation et le centre des monuments nationaux occupent les locaux situés à proximité immédiate du périmètre en travaux. Le phasage détaillé des interventions devra tenir compte de l'objectif de limitation des impacts et des nuisances sur l'activité normale du palais de Justice. **Le maître d'ouvrage demandera un travail précis sur la programmation, le phasage et la méthodologie des travaux susceptibles de générer des nuisances pour l'activité des tiers. Ces nuisances devront être précisément identifiées. Le phasage et les horaires de réalisation des travaux devront être adaptés au bon fonctionnement des juridictions et des espaces du centre des monuments nationaux.**

De façon générale et considérant la proximité de la zone travaux avec le reste du Palais de Justice et de la conciergerie, tous les utilisateurs et occupants du palais de Justice et de la conciergerie seront considérés comme des tiers.

1.8.4 *Organisation de la maîtrise d'œuvre*

Monsieur Christophe BOTTINEAU, membre du cabinet 2BDM et Architecte en chef des monuments historiques territorialement compétent, est le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre en charge du projet, intégrant :

- Les bureaux d'étude techniques CHOULET et MTBI Consulting
- KHEPHREN et EQUILIBRE STRUCTURES (BE structure)
- Le Bureau d'Etude (BE Dépollution)
- AP ARCHITECTURE (BE architecte)
- Cabinet PILTÉ (BE économiste)
- Les ECLAIREURS (BE éclairage)

Ce groupement de maîtrise d'œuvre est chargé des missions suivantes :

- Examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par les entrepreneurs ainsi que leur visa **(VISA)** ;
- Direction de l'exécution des contrats de travaux **(DET)** ;
- Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement **(AOR)** ;

L'ensemble des prestations graphiques et écrites et plans de détails établis par la maîtrise d'œuvre constitue le dossier de consultation. Les compléments nécessaires à ces documents pour la réalisation des ouvrages sont à la charge de chaque entreprise, ainsi que toutes les études d'exécution.

Chaque entrepreneur doit effectuer les compléments de relevés nécessaires à ses études d'exécution et devra garantir la coordination de ses études avec les dispositions des ouvrages existants. L'entrepreneur doit effectuer toute enquête technique complémentaire nécessaire à ses études d'exécution telle que : descentes de charges, schémas fonctionnels des équipements, calcul de dimensionnement des réseaux, analyse des performances des équipements (débits, puissance pertes de charges, calcul des échafaudages, etc.).

Tous les documents graphiques et écrits non joints au dossier de consultation, mais nécessaires à la réalisation des travaux (plans d'exécution et de réservations, plans d'atelier et de chantier, plans d'échafaudage, d'installation de chantier et d'emprise sur la voirie, etc.) sont à la charge des entreprises.

1.8.5 Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier

La mission OPC est confiée à AIA Managements de Projet.

L'OPC assistera aux réunions de la Cellule de Synthèse et de la cellule de pré-synthèse en vue de fédérer les acteurs et les associer aux contraintes des travaux préliminaires de la tranche ferme et de la tranche optionnelle.

Le titulaire de chaque lot restera responsable de la coordination des tâches internes à son lot. Pour chaque lot et toutes choses égales par ailleurs, le titulaire est garant du respect des délais fixés, du respect des calendriers détaillés d'exécution et du respect des jalons incombant à son lot.

Le titulaire participera aux réunions hebdomadaires organisées par l'OPC.

1.8.6 Coordination en matière de Système de Sécurité Incendie (CSSI)

La mission coordination SSI sera assurée par le coordinateur SSI du Palais de Justice. Il sera chargé notamment de coordonner les essais relatifs au SSI, de préparer le dossier SSI, de le fournir au contrôleur technique et au maître d'œuvre et de le présenter à la commission de sécurité préalablement à la réception des travaux.

Dans la mesure où ces travaux nécessiteront une réception du SSI par le coordinateur SSI, il appartiendra au Titulaire du lot 1 de solliciter auprès du maître d'ouvrage la visite de réception technique du CSSI. Le Titulaire informera le maître d'ouvrage de la fin des travaux du SSI, 8 semaines à l'avance, par lettre recommandée. Le maître d'ouvrage ne pourra être tenu responsable du non-respect de ses engagements s'il résulte d'un défaut d'information du Titulaire.

Le Titulaire devra se conformer aux avis et prescriptions du coordonnateur SSI.

1.8.7 Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par le titre II de la loi du 4 janvier 1978 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Le contrôleur technique désigné pour cette opération est Veritas.

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont les missions de base (L+S+Hand), définies par le CCTG de contrôle technique.

Il se verra également confier les missions complémentaires suivantes : P1, F, Ph, Th, Att Hand, LE, AV, VIEL, PV, GTB et HYS tels que définies réglementairement et portant sur l'ensemble des domaines d'intervention indiqués à l'annexe 1 du CCTG-CT, et sur les éléments d'équipement non indissociablement liées aux ouvrages.

L'intervention de cet organisme oblige le titulaire :

- A lui fournir à titre gracieux tous les documents nécessaires à l'accomplissement de ses missions ;
- A respecter, à ses frais, les avis, prescriptions et réglementations applicables aux travaux de bâtiment et de génie civil, qui pourraient lui être imposés dans le cadre des missions du contrôleur technique.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune prolongation des délais ni à aucune indemnité à ce titre.

1.8.8 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé désigné pour cette opération est DEKRA.

La mission comprend la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (SPS) relative à l'opération de bâtiment de catégorie 1 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail, conformément aux dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application.

La mission confiée au CSPS est définie au sens du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, relatif à l'intégration de la sécurité et de la protection de la santé dans les opérations de bâtiment et de génie civil (article R 4532 du Code du travail).

L'intervention de cet organisme oblige le titulaire du présent marché :

- A lui fournir à titre gracieux tous les documents nécessaires à l'accomplissement de ses missions ;
- A respecter, à ses frais, les avis, prescriptions et réglementations applicables aux travaux de bâtiment et de génie civil, qui pourraient lui être imposés dans le cadre des missions de coordination ;
- A l'informer de toute intervention sur chantier de personnes ou entreprises.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune prolongation des délais ni à aucune indemnité à ce titre.

En complément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG Travaux, le Titulaire devra rédiger, après inspection préalable commune, dans le cadre de ses interventions, son Plan Particulier pour la Sécurité et la Protection de la Santé (PPSPS) et l'adresser au Coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la notification du marché.

Ces dispositions s'appliquent également aux cotraitants et aux éventuels sous-traitants à qui le Titulaire doit remettre le PGC. Préalablement à leur intervention, ils disposent de 30 jours calendaires

à compter de l'acceptation du maître d'ouvrage pour réaliser l'inspection préalable commune et remettre leur PPSPS au coordonnateur SPS.

1.8.9 Mission de synthèse architecturale et technique

Cette mission est confiée à AIA INGENIERIE, responsable des éléments de synthèse produits. Le maître d'œuvre participera à la cellule de synthèse au titre de sa mission VISA.

Pour chaque lot de marché travaux, le titulaire désignera le chargé de synthèse qui :

- devra participer à la cellule de synthèse ;
- sera responsable des remontées d'information pour son lot en interface avec les autres lots ;
- sera responsable de la diffusion des éléments de coordination intéressant son lot ;
- engagera la responsabilité de l'entreprise qu'il représente en cellule de synthèse.

En cas de groupement, les éléments présentés à la cellule de synthèse auront fait l'objet d'un travail de pré-synthèse entre les membres constitutifs du groupement.

Les reprises d'études ou de travaux causées par un défaut ou un manque de synthèse, du fait de l'un des titulaires, ne donneront lieu à aucune indemnité de la part du maître d'ouvrage.

Pour chaque lot et toutes choses égales par ailleurs, le titulaire est garant du respect des délais fixés, du respect du calendrier prévisionnel d'exécution et du respect des jalons incombant à son lot.

1.9 Les études d'exécution

Les études d'exécution sont réalisées par le titulaire. Elles comprennent l'établissement de tous les plans d'exécution et spécifications techniques à l'usage du chantier, en cohérence avec les plans de synthèse correspondants et définissent les travaux dans tous leurs détails. Ces documents qui seront visés par le maître d'œuvre et le contrôleur technique, permettront à l'entrepreneur d'établir ses plans d'atelier et de chantier.

Le délai de visa et la reprise éventuelle des plans est donc à anticiper et à intégrer dans le planning d'exécution des études par le titulaire.

1.10 Condition générale d'exécution

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que les travaux sont à réaliser en site occupé et en exploitation et que le phasage de travaux doit être compatible avec la continuité de service du Palais de Justice et des espaces du CMN. Les nuisances relatives au chantier devront être maîtrisées et identifiées en amont de la réalisation des travaux. Le phasage et les horaires de réalisation des travaux devront être adaptés en conséquence.

L'entreprise doit impérativement faire respecter à son personnel les prescriptions techniques et environnementales définies dans les documents techniques du marché et notamment dans le Plan Général de Coordination (PGC) et dans la charte chantier à faibles nuisances. Le PGC sera transmis aux entreprises dès son élaboration.

Toutes les dispositions sont à prendre par le titulaire pour s'assurer du respect du règlement intérieur de l'établissement et éviter toutes perturbations qui risqueraient de gêner ses activités.

Avant toute décision quant à l'organisation de son travail et des moyens et outillage qu'il compte utiliser pour réaliser ses prestations, le titulaire obtiendra tout accord préalable auprès du représentant du maître d'ouvrage.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par : **(liste ci-après, à compléter selon le projet)**

a) les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre, notamment d'appareils thermiques.

b) l'exploitation normale du domaine public et des services publics.

c) l'exécution simultanée d'autres travaux.

Il devra, en outre, prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnels pendant la durée de l'opération **(à l'intérieur de l'Établissement, le cas échéant)** toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

. Bruits d'origines diverses (camions, tous engins à moteur thermique, compresseurs, scies, tous outils à percussion, etc.).

. Odeurs, fumées, gaz (moteurs thermiques, feux de destruction de vieux bois, etc.).

. Poussières d'origines diverses, ponçages, démolitions, enlèvement de gravois, etc.

. Détritus divers et gravois provenant de l'exécution même des travaux, stockés conformément à la réglementation en vigueur provisoirement dans les accès ou cheminements à l'extérieur de l'enceinte des chantiers.

. État défectueux des voies et accès, boues et gravois, au passage des engins et camions, tranchée pour canalisations.

. Sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, etc.

Avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués ou supprimés, le titulaire devra en référer au maître d'œuvre.

1.11 Ouvrages existants et état des lieux

Avant toute exécution des travaux (pendant la période de préparation visée à l'article ... du présent CCAP), un état des lieux contradictoire sera établi dans les conditions de l'article 8.1 du présent CCAP.

Ce constat contradictoire sera ensuite notifié au titulaire / au titulaire du lot n° ...

Le titulaire du lot n° ... assure le piquetage du chantier pendant la période de préparation.

ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

2.1 Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces constitutives du marché, dont les originaux, conservés dans les bureaux du maître d'ouvrage font seuls foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières :

1) L'Acte d'Engagement et ses annexes, signés par les parties :

- Annexe n°1 : Déclaration de sous-traitance
- Annexe n°2 : Tableau de répartition de la rémunération des cotraitants
- Annexe n°3 : Bordereau de prix unitaire
- Annexe n°4 : Insertion par l'activité économique
- Annexe n°5 : Tableau des variantes

2) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes :

- Annexe 1 : Présentation de l'opération
- Annexe 2 : Accès au chantier – Livraison – Sureté GP
- Annexe 3 : Cadre du DOE
- Calendrier prévisionnel d'exécution des études et des travaux
- Rapport initial du contrôleur technique
- A compléter le cas échéant

3) Le dossier de site comprenant le :

- Le rapport initial du contrôleur technique (RICT)
- Les rapports et diagnostics techniques (avant travaux)
- PIC

4) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières, désigné par le terme CCTP dans les pièces du marché sauf précision supplémentaire, qui comprend :

- Le cahier des clauses techniques communes à tous les lots techniques (CCTC)
- Les CCTP propres à chaque corps d'état
- Charte Chantier faibles nuisances ;

5) L'ensemble des documents graphiques constituant le projet de la Maîtrise d'Œuvre

6) Le plan général de coordination en matière sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) qui sera complété en période de préparation du chantier et en cours de travaux par les entreprises et le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé

7) Le mémoire justificatif des dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter, remis par l'entrepreneur dans le cadre de son offre, dont les engagements ne sont contractuels que s'ils vont au-delà des pièces susvisées

8) La décomposition du prix global et forfaitaire, dont le caractère contractuel se limite au prix d'unités en vue d'une part, de pouvoir fixer le montant des travaux non prévus ayant fait l'objet d'un ordre de service, d'autre part, d'établir les demandes d'acomptes. Elle ne pourra en tout état de cause servir à contractualiser les quantités qui y sont mentionnées, ni à modifier le montant du forfait

9) Les calendriers contractuels, établis et modifiés dans les conditions prévues à l'article 5.2 et 5.3 du présent CCAP

Pièces générales :

10) Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (CCAG/Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 Les cahiers des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux

Les documents généraux applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 2.1 de l'acte d'engagement.

La notification du marché comprend une copie de l'ensemble des pièces constitutives, à l'exception des documents généraux qui font l'objet de publication. Elle comprend également, au gré du Titulaire, la remise sans frais par le maître d'ouvrage de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

NOTA : les pièces écrites et documents graphiques se complètent : en l'absence d'indication contraire du maître d'œuvre, le document le plus complet est à prendre en compte en cas d'omission. En cas de contradiction entre les plans de l'architecte et les plans techniques (Plans structure, fluides, électricité, VRD), les plans de l'architecte priment sur les plans techniques. En cas de contradiction au sein même des pièces écrites ou des documents graphiques, il convient de solliciter le maître d'œuvre. Mais en tout état de cause, cette clause n'a pas pour but d'annuler la réalisation d'un ouvrage quelconque décrit. Il est formellement dû, sauf avis contraire du maître d'œuvre.

2.2 Représentant du Titulaire

En application de l'article 3.4.1 du CCAG Travaux, le Titulaire s'engage à faire connaître, dès la notification du marché, la personne physique désignée par lui et habilitée à l'engager pour les besoins de l'exécution du marché. Il s'engage pareillement à faire connaître au représentant du maître d'ouvrage toutes modifications intéressant la structure juridique ou économique de l'entreprise visées à l'article 3.4.2, sous peine d'encourir les pénalités et mesures coercitives prévues au marché.

2.3 Mesures à l'encontre du personnel

Pour insubordination, incapacité, défaut de probité, ou pour tout comportement ayant occasionné un dysfonctionnement au bon déroulement du chantier, le maître d'ouvrage peut exiger du Titulaire qu'il retire de l'équipe en charge de l'exécution du marché, toute personne qu'il emploie.

2.4 Forme des notifications et échanges d'information

Les décisions du maître d'ouvrage sont notifiées au Titulaire.

Les décisions et demandes du maître d'ouvrage peuvent également être signifiées par courrier postal recommandé, ou par mail avec accusé de réception, ou être retranscrites au compte-rendu de chantier, qui tient lieu de procès-verbal de la réunion une fois approuvé par les personnes ayant pouvoir d'autoriser leurs sociétés respectives.

Par dérogation aux dispositions de l'article 2 du CCAG Travaux, les ordres de service devront impérativement être visés par tout moyen par le représentant du pouvoir adjudicateur. **Les**

prestations supplémentaires ou modificatives exécutées en infraction des présentes dispositions ne seront pas payées.

Par dérogation à l'article 2 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage peut ordonner directement la réalisation de travaux ou prestations par ordre de service.

2.5 Obligation pour le Titulaire de transmettre les pièces relatives à la lutte contre le travail dissimulé

Le Titulaire est tenu, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution des travaux, de transmettre au maître d'ouvrage les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail.

ARTICLE 3 : EXECUTION DU MARCHÉ

3.1 Partie du marché à prix forfaitaire

Les prestations forfaitaires sont rémunérées en application des prix forfaitaires figurant à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire [DPGF].

3.2 Partie du marché à prix unitaires

Les prestations seront réalisées sur la base des prix définis dans le bordereau des prix unitaires.

Afin de déterminer les quantités à réaliser et la méthodologie à respecter, des essais et sondages ponctuels seront réalisés, suivant les prestations décrites dans les CCTP.

Les quantités et le type d'intervention à réaliser suivant les zones du chantier devront impérativement être validés par le maître d'œuvre avant le commencement des travaux, et seront payés à l'avancement en fonction des quantités effectivement réalisées et constatées par le maître d'œuvre après réalisation.

Les factures basées sur le bordereau des prix unitaires mentionneront la date de réalisation des prestations visées, les quantités, et le montant. Les attachements, constats ou pièces justificatives de la validation du maître d'œuvre seront joints. Ils devront démontrer de la manière la plus explicite possible la mise en œuvre des quantités réalisées (repérages, photographies, etc.). Suivant ce même principe, une justification particulière est attendue sur les ouvrages cachés ou recouverts.

Les interventions effectuées par l'entreprise sans validation du maître d'œuvre ne feront l'objet d'aucune rémunération.

ARTICLE 4 : VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

4.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire et le cas échéant à ses sous-traitants,
- Au groupement titulaire, ou, le cas échéant, au mandataire et à ses cotraitants, et le cas échéant, à leurs sous-traitants.

4.2 **Contenu des prix**

4.2.1 *Généralités (gestion du chantier et des avoisinants – gardiennage)*

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par un prix global et forfaitaire ou par un prix fixé sur la base du bordereau de prix unitaires et des quantités réalisées visées par le maître d'œuvre.

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis conformément aux articles 9.1 du CCAG Travaux.

Ils sont établis en considérant qu'aucune prestation prévue au marché ou nécessaire à son exécution n'est due par le maître d'ouvrage.

Les prix unitaires proposés dans la décomposition du prix global et forfaitaire ou dans le bordereau de prix unitaires incluent les frais d'encadrement.

Les prix assignés au Titulaire tiennent compte, et sans que la liste ne soit limitative, des frais relatifs :

- A la prise de connaissance de la mission
 - Le Titulaire et ses sous-traitants sont réputés avoir pris connaissance pleine et entière, avant la remise de leur offre, des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.
 - Le Titulaire est par ailleurs réputé avoir parfaitement pris connaissance des conditions de réalisation des travaux sur site (notamment moyens d'accès, état du terrain, desserte en réseaux, état des bâtiments existants, délais d'exécution et moyens à mettre en œuvre pour les respecter, particularité et importance des ouvrages à réaliser, environnement du chantier).
 - Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des CCTP
- A la prise en compte des contraintes d'occupation, notamment :
 - La réalisation des travaux en site occupé, le phasage et la planification adaptée des travaux qui en découleront afin de limiter autant que possible les nuisances générées
 - La co-activité avec les activités du palais et de la conciergerie
 - Les frais de diffusion hebdomadaire, à l'attention des utilisateurs, d'une note d'information comprenant des plannings « bruit », des informations sur les nuisances, des plans de phasage des travaux, les éventuels dévoiements de cheminement
- La participation aux réunions hebdomadaires avec la maîtrise d'ouvrage pour organiser la concertation avec les utilisateurs, notamment sur les nuisances et les interactions nécessaires pour la continuité de service. Le titulaire, pourra ponctuellement être convoqué directement aux réunions avec les utilisateurs
- Les frais liés à la mise en place de mesures conservatoires des équipements et bâtiments existants, à leur maintien en fonctionnement et à la protection des bâtiments existants et avoisinants (notamment issues de secours, etc.)
- A la gestion du chantier, notamment :
 - Les frais d'installation de chantier et les frais de garde et d'entretien du bâtiment jusqu'à la signature de la décision de réception
 - Les modalités d'accès et de livraison du chantier
 - Les mesures de sûreté complémentaires qui seront imposées au Palais de Justice lors de la tenue de procès sensibles (périmètre SILT...)

- Des sujétions liées au site du chantier et ses avoisinants quant aux accès, environnement, sécurisation / signalisation sur les espaces publics, stockage des approvisionnements, nuisances extérieures, maintien en fonctionnement et à la protection des bâtiments existants et des avoisinants (notamment issues de secours) etc. ;
 - Les sujétions particulières liées aux enjeux patrimoniaux
 - Les sujétions particulières liées aux enjeux de sûreté
 - Les frais de fermeture, clôture et gardiennage du chantier
 - Les frais entraînés par l'application de la réglementation en vigueur sur l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail, eu égard, notamment, aux préconisations du plan de prévention, du PGSPS, des PPSPS
 - Les reprises d'études ou de travaux causées par un défaut ou un manque de synthèse,
 -
 - Des frais liés à la coordination des entreprises en cas de groupement conjoint ainsi qu'avec les entreprises réalisant des interventions sur les éléments patrimoniaux dans le cadre du projet
 - Les frais d'assurances, déduction faite des assurances éventuellement souscrites par la maîtrise d'ouvrage
 - Les frais liés au stockage, au recyclage et à la valorisation des déchets
 - Les frais de nettoyage quotidien des circulations publiques du Palais de Justice impactées par le chantier et son approvisionnement le cas échéant
 - Les frais de réparation et de remise en état des installations et équipements existants éventuellement détériorés,
- A toute demande motivée des acteurs du projet, à savoir :
- Des frais résultants des demandes et observations du maître d'œuvre, du bureau de contrôle, du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, du coordonnateur des systèmes de sécurité incendie et des services concessionnaires ;
 - Des frais résultants des procédures ATEX, des procédures d'extension d'avis de chantier nécessaires pour la mise en œuvre d'équipements particuliers, des frais résultants des contrôles réglementaires et des contrôles définis dans le schéma contrôle de la qualité, des essais de vérification de bon fonctionnement des installations et d'établissement des P.V. correspondants ;
 - De la fourniture d'échantillons, de prototypes, de maquettes ;
 - De la mise en place d'un système d'échange de données informatisées pour le paiement des acomptes ;
 - Des frais résultants des mesures nécessitées par la protection des travaux jusqu'à leur réception ;
 - Des sujétions indispensables au respect des délais d'exécution,
- Des frais d'abonnement éventuels à la GED et des sujétions relatives à l'utilisation et à la participation à la gestion électronique des documents (GED) mise en place dans le cadre de l'opération

Des frais d'abonnement éventuels à l'outil interactif de suivi de travaux et des OPR

Dans ces conditions, le titulaire et ses sous-traitants ne pourront prétendre à aucune indemnité ou rémunération supplémentaire pour des anomalies ou imperfections techniques des pièces du marché.

En particulier, ils ont apprécié toutes les sujétions résultant (sans que la liste soit exhaustive) :

- Des contraintes de sécurité et de sûreté, notamment des conditions d'accès au site des personnels et des moyens logistiques dont ils ont la charge. Ces conditions sont tributaires du niveau de sécurité VIGIPIRATE
- De l'occupation en permanence en journée du palais de justice et des espaces du CMN
- De l'occupation ponctuelle en soirée des espaces du CMN
- De la présence de différents publics (justiciables, touristes) sur le site
- Du fonctionnement spécifique des établissements
- De la configuration des abords et des accès, du contexte urbain
- De la présence de bâtiments contigus et/ou avoisinants
- De la présence et de l'éloignement de centres de stockage ou de filières pour l'évacuation ou la valorisation des déchets
- Des possibilités d'évacuation et d'acheminement de matériaux
- Des possibilités ou non de stockage provisoire, de tri ou de recyclage des déchets sur le site
- Des possibilités d'installations des protections pour les travaux de dépose ou démolition

4.2.2 Dépenses d'investissement et d'entretien à titre non limitatif (dont nettoyage, voirie)

Le prix du marché tient compte et sans que cette liste ne soit limitative :

- Des frais d'études ;
- De toutes les demandes administratives, d'autorisations auprès des services municipaux, préfectoraux, de police... pour l'utilisation et l'empiètement des voiries ainsi que les frais afférents y compris des frais d'immobilisation de places de stationnement qui seraient payantes ;
- Des frais d'études d'exécution et de relevés des éléments existants
- Des frais de reproduction et diffusion des documents à la maîtrise d'ouvrage, ses assistants, contrôleur technique, coordonnateur SPS ;
- De la totalité des frais relatifs aux réparations des voiries publiques avoisinantes suite aux dégâts provoqués par les travaux, par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux ;
- De l'établissement des clôtures, palissades de chantier, et panneaux de communication de l'APIJ et leur mise à jour, pendant toute la durée du chantier, pour l'ensemble des entreprises intervenant sur le chantier, en application du Code du travail et de la charte graphique transmise par le maître d'ouvrage (panneaux de chantier classique, et panneau de chantier de communication du ministère de la Justice) **pour le lot 2** ;
- Des contraintes d'accueil et d'information induites par les visites du chantier organisées par la maîtrise d'ouvrage avec les personnes intéressées par l'opération ;

Les prix sont réputés comprendre les dépenses afférentes à la coordination avec les autres lots du projet.

Le Titulaire doit les matériels de levage et de manutention ainsi que les échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution des travaux de son lot, ainsi que leur entretien, sauf échafaudages principaux à la charge du lot 3.

Le Titulaire devra, dans les mêmes conditions d'agrément, installer à ses frais les protections (garde-corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et toiles nécessaires, etc...), tant pour satisfaire au respect de la réglementation que pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments, et ce, jusqu'à la livraison du bâtiment au maître de l'ouvrage.

En cas de vol ou perte ou dégradation de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou parties d'ouvrage, les frais résultants des remplacements et remises en état incombent au Titulaire, sans que ces dépenses puissent donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du maître de l'ouvrage ou à une prolongation de délais.

4.2.3 Dépenses de consommation

Sont à la charge du titulaire, l'ensemble des dépenses de consommation de fluides (hors téléphonie) liés au fonctionnement de la base vie du chantier et nécessaires à la réalisation des tests sur raccordement définitifs y compris :

- Les dépenses de consommation d'eau, gaz, électricité des entrepreneurs intervenant sur le chantier, y compris pour la réalisation des essais avant réception ou nécessaire au bon déroulement des travaux

Dans le cadre des travaux ayant lieu sur des emprises extérieures sont à la charge du titulaire les dépenses de consommation d'eau et d'électricité et de téléphone des entrepreneurs intervenant sur le chantier, y compris pour la réalisation des essais.

Sont à la charge du Titulaire, et sans que cette liste ne soit limitative, jusqu'à la date de signature du procès-verbal de réception :

- Des frais occasionnés par l'obligation de laisser le chantier et son environnement immédiat, propres et libres de tous déchets à tout instant et jusqu'à la réception des travaux, et sur simples demandes du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage ;
- Des frais d'un nettoyage fin du bâtiment avant la décision de réception ;
- Des frais liés au raccordement du chantier aux locaux techniques existants. En particulier, dans le cas où les besoins de puissance du chantier seraient supérieurs à la capacité résiduelle de l'existant, la mise en œuvre d'une solution alternative serait à la charge du titulaire

Ces dépenses d'investissement et de consommation, qui doivent assurer le fonctionnement normal et régulier du chantier et de ses installations, sont non limitatives, le Titulaire ne pourra se prévaloir d'omission.

4.3 Dépenses communes à caractère exceptionnel

Un compte prorata devra être mis en place à l'initiative du titulaire du lot 1 pour répartir les dépenses de fonctionnement et d'intérêt commun qui n'auraient pas été individualisées et mises à la charge d'une entreprise déterminée.

4.4 Règlement des ouvrages ou des travaux non prévus ou modificatifs

Les travaux en supplément et ceux en déduction au forfait dont la réalisation ou la modification est décidée par ordre de service seront réglés dans les conditions prévues aux articles 13, 14 et 15 du CCAG Travaux.

Le Titulaire est tenu de produire, sous 7 jours calendaires et sans incidence financière, les devis, justifications et/ou prévisions de prix qui lui sont demandées par le maître d'œuvre.

La proposition de prix du Titulaire, devra être assortie des décompositions ou sous-détails correspondants, pour permettre au maître d'œuvre de déterminer la rémunération des ouvrages non prévus.

Dans le cas où le Titulaire ne fournirait pas de proposition de prix dans le délai imparti, ou en cas de divergence sur ces prix, ou en cas d'urgence dans la réalisation des travaux, le maître d'œuvre lui notifiera un ordre de service de travaux modificatifs ou supplémentaires avec un prix provisoire notifié par cet ordre de service, ou par un second ordre de service notifié au plus tard 15 jours calendaires après la notification du premier ordre de service.

En application de l'article 9.3.4 du CCAG Travaux, un ordre de service peut ordonner à tout moment la production de sous-détails de prix unitaires. Les sous-détails de prix demandés seront présentés dans un délai de 15 jours suivant la notification de l'ordre de service, selon les modèles qui seront transmis par le maître d'ouvrage.

Le Titulaire ne peut prétendre à indemnité si les études de modifications et les devis ne connaissent pas de suite.

4.5 Approvisionnements du chantier

Pour l'application de l'article 10.4 du CCAG Travaux, aucun acompte ne sera versé au titulaire au titre des approvisionnements sauf accord du maître d'ouvrage formalisé par une décision. Dans ce cas, à l'appui, le titulaire ou le sous-traitant devra justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété. Ils figureront alors dans les projets de décomptes mensuels.

4.6 Règlement des comptes - Modalités de paiement

4.6.1 Les modalités du règlement du marché

Les situations financières de travaux des entreprises (calcul des décomptes et des acomptes) devront être calculées, diffusées et échangées à l'aide d'un service électronique de traitement, d'archivage et d'échanges d'informations, de type EDIFLEX.

L'utilisation de ce système retenu par le maître d'ouvrage est obligatoire pour le Titulaire.

Pour la bonne utilisation de ce système, il sera alors dérogé aux 1.1, 1.7, 2.2, 3.1, 3.2 et 3.3 de l'article 12 du CCAG Travaux dans les conditions suivantes :

- Les demandes de paiement d'acomptes par le Titulaire et les sous-traitants payés directement seront adressées au maître d'ouvrage pour le mois n, entre le 25 du mois n et le 5 du mois n+1.
- Le système sera utilisé dès sa mise en place pour l'établissement des pièces justificatives des acomptes et du solde (calcul des coefficients de révision, état de la révision, état de la T.V.A.).

4.6.2 Les décomptes et acomptes mensuels

Avant la fin de chaque mois, le titulaire envoie une demande d'acompte via un message normalisé sur le système informatisé comportant les quantités des travaux exécutées cumulées depuis le début du marché.

L'envoi de ce message implique les mêmes effets que ceux de la remise du projet de décompte notamment pour le point de départ des délais de paiement visés à l'article 12.2.2 du CCAG travaux, intégrant les attestations de paiement du sous-traitant.

Le délai global de paiement court à compter de la date de transmission de cette demande de paiement (projet de décompte) par le titulaire au maître d'ouvrage, via l'outil informatisé (cette date est celle à laquelle le maître d'ouvrage dispose du dossier complet de projet de décompte), ou la date effective d'exécution des prestations, si elle est postérieure.

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum, conformément à la *Loi* n°2013-100 du 28 janvier 2013. En cas de dépassement, des intérêts moratoires sont versés suivant le taux et la réglementation en vigueur.

Le titulaire devra avertir sans délai le maître de l'ouvrage de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet toute justification utile.

Le montant de l'acompte à verser au titulaire est visé par le maître d'œuvre qui dresse, conformément aux articles 12.1 et 12.2 du CCAG travaux, à cet effet un état faisant ressortir :

- Le montant de l'acompte en prix de base, établi par différence entre le montant du décompte mensuel et celui du décompte mensuel précédent ;
- L'incidence de la TVA ;
- Le montant de l'acompte à verser, somme des deux montants ci-avant.

4.6.3 *Décompte final*

Par dérogation aux dispositions de l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, lorsque la réception des travaux aura été assortie de réserves non liées à la réalisation d'épreuves prévues dans les documents particuliers du marché, le délai laissé au titulaire pour remettre son projet de décompte final aura pour point de départ **la décision de réception sans réserve ou la décision de levée des réserves.**

Le titulaire dresse alors le projet de décompte final établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché dans son ensemble et le transmet au maître d'œuvre par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai maximum de 30 jours à compter de la notification susvisée.

Le système informatisé sera utilisé pour l'établissement des pièces justificatives du solde (calcul des coefficients de révision, état de la révision, état de la TVA).

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-travaux, l'absence de notification au titulaire du décompte général dans le délai de 10 jours ne donne pas lieu à une acceptation tacite de ce décompte.

4.7 **Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réglées par les stipulations suivantes :

4.7.1 *Variation des prix*

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées au présent article.

4.7.2 *Mois d'établissement des prix du marché*

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois «mois zéro» (M0), indiqué à l'acte d'engagement.

4.7.3 Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision du prix des prestations faisant l'objet du marché est :

Lot	Corps d'état	Index de référence
Lot 2 : Installations de chantier	Tous les corps d'état	BT01
Lot 3 : Echafaudages et parapluies	Tous les corps d'état	BT01
Lot 4 : TCE (macro-lot)	Tous les corps d'état	BT01
Lot 5 : Charpente-couverture (emprise rouge)	1 Couverture	BT 30, BT 34
	2 Charpente	BT 16b
Lot 6 : Charpente-couverture (emprise bleue)	1 Couverture	BT 30, BT 34
	2 Charpente	BT 16b
Lot 7 : Maçonnerie – pierre de taille extérieure (emprise rouge)	Tous les corps d'état	BT 14
Lot 8 : Maçonnerie – pierre de taille extérieure – paysage (emprise bleue)	Tous les corps d'état	BT 14
Lot 9 : Maçonnerie – pierre de taille intérieure	Tous les corps d'état	BT 14
Lot 10 : Menuiseries MH extérieures (emprise rouge)	Menuiserie	BT19b
Lot 11 : Menuiseries MH extérieures (emprise bleue)	Menuiserie	BT19b
Lot 12 : Menuiseries MH intérieures	1. Men. MH int.	BT18a
	2. Parquets	BT18a
	3. Mobilier intégré	BT18a
	4. Miroirs	BT 45
Lot 13 : Ferronnerie et serrurerie extérieure	Tous les corps d'état	BT 42
Lot 14 : Ferronnerie et serrurerie intérieure-lustrerie-bronzerie d'art	Tous les corps d'état	BT 42
Lot 15 : Décors et gypserie	1. Décors	BT 46
	2. Textiles	BT 46
	3. Gypserie	BT 08

Les index sont publiés au Bulletin Officiel du ministère en charge de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer (consultable sur le site : <http://www.btp.developpement-durable.gouv.fr>) et au Moniteur des travaux publics.

Lorsque plusieurs indices sont indiqués pour un même corps d'état, la moyenne non pondérée de ces indices sera appliquée.

4.7.4 Modalités de révision des prix

La révision est effectuée mensuellement par application au prix d'un coefficient donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 (I_m - 4 / I_o - 4)$$

dans laquelle $I_o - 4$ et $I_m - 4$ sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché, respectivement quatre mois avant le mois zéro et quatre mois avant le mois m de réalisation des prestations.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

4.7.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le représentant du maître d'ouvrage du fait des retard pris par le titulaire dans l'obligation de ses obligations contractuelles. Elles sont donc situées hors du champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée.

4.7.6 Actualisation ou révision des frais de coordination (en cas de groupement)

Aucune stipulation particulière : les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination entre membres du groupement.

4.8 Sous-traitance

Tâches essentielles ne pouvant être sous-traitées.

En application de l'article L.2193-3 du code de la commande publique, les travaux suivants ne pourront pas être sous-traités :

Lot	Interdiction de sous-traitance
Lot 2 : Installations de chantier	Gestion de la logistique de chantier
Lot 3 : Echafaudages et parapluies	La réalisation des tours et poutres mécano-soudées Le montage des tours et des poutres
Lot 4 : TCE (macro-lot)	Gros-œuvre Jet grouting
Lot 5 : Charpente-couverture (emprise rouge)	Travaux de couverture en ardoises Couverture en plomb
Lot 6 : Charpente-couverture (emprise bleue)	Travaux de couverture en ardoises Couverture et ornements de couverture en plomb
Lot 7 : Maçonnerie – pierre de taille extérieure (emprise rouge)	Travaux de pierre de taille et appareillage Restauration de sculptures MH
Lot 8 : Maçonnerie – pierre de taille extérieure – paysage (emprise bleue)	Travaux de pierre de taille et appareillage Restauration de sculptures MH

Lot 9 : Maçonnerie – pierre de taille intérieure	Travaux de pierre de taille Restauration de sculptures MH
Lot 10 : Menuiseries MH extérieures (emprise rouge)	Création de menuiseries traditionnelles MH
Lot 11 : Menuiseries MH extérieures (emprise bleue)	Création de menuiseries traditionnelles MH
Lot 12 : Menuiseries MH intérieures	Création de portes traditionnelles MH Restauration de parquets
Lot 13 : Ferronnerie et serrurerie extérieure	Travaux de ferronnerie traditionnelle
Lot 14 : Ferronnerie et serrurerie intérieure-lustrerie-bronzerie d'art	Travaux de ferronnerie traditionnelle Restauration de luminaires anciens (lanternes, lustres...)
Lot 15 : Décors et gypserie	Sans objet

4.8.1 Désignation de sous-traitants au cours du marché

Pour la déclaration de sous-traitants en cours de marché, il sera fait application des dispositions des articles R.2393-24, R.2393-27 et R.2393-28 du code de la commande publique.

Un sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, que le représentant du maître d'ouvrage l'ait accepté et ait agréé ses conditions de paiement et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du Code du travail.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés par l'entreprise qui sous-traite en utilisant le modèle annexé à l'acte d'engagement.

Conformément aux articles R.2193-3 à R.20193-10 du code de la commande publique, la demande doit indiquer :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Les capacités professionnelles peuvent être établis au moyen de références jugées équivalentes à la prestation sous traitée ou au moyen de certificat de qualification.

Le montant des travaux sous-traités doit être établi sur la base d'établissement des prix du marché (mois « mo » défini à l'acte d'engagement).

En cas de sous-traitance déclarée en cours d'exécution du marché, l'acte spécial de sous-traitance, ou tout acte spécial modificatif, pourra être notifié par mail avec accusé réception.

Les dossiers d'agrément complets et caution solidaire et personnelle (sous-traitance indirecte) devront parvenir pour examen au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage au plus tard 21 jours calendaires avant intervention effective du sous-traitant.

Les dossiers incomplets seront rejetés, le délai d'instruction ne sera pas suspendu. Un nouveau dossier devra donc être soumis au plus tard dans les 21 jours avant l'intervention effective du sous-traitant. Aucun retard de chantier ne pourra être imputé au maître d'œuvre, ou maître d'ouvrage, pour défaut de diligence dans leur instruction si un report d'intervention d'un sous-traitant devait intervenir en cas de non-respect des délais précisés ci-avant.

4.8.2 *Sous-traitance directe*

a) Pour les sous-traitants directs, au sens de l'article 3.6.1 du CCAG Travaux, l'acte spécial indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- Le compte à créditer ;
- La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique ;
- Le comptable assignataire des paiements.

Dès la signature de l'acte spécial par le maître d'ouvrage, ce dernier le notifie au Titulaire et ainsi qu'au sous-traitant concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le Titulaire du marché fait connaître au maître d'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

b) Modalités de paiement direct

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au Titulaire du marché ainsi qu'au maître d'œuvre, accompagnée des factures et de l'accusé de réception de son envoi au Titulaire. En application des articles R.2193-11 à R.2193-16 du code de la commande publique, le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande du sous-traitant pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage ou la personne désignée par lui dans le marché adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement. Le point de départ de ce délai est la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement demandé dans le délai de quinze (15) jours mentionné supra. Lorsque le Titulaire n'a, pendant ce délai, notifié aucun accord ni aucun refus, le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai de global de paiement dont le point de départ est l'échéance du délai de quinze (15) jours précité.

L'envoi, par le Titulaire du marché, d'un projet de décompte précisant les sommes à payer à son ou à ses sous-traitants, accompagné des factures correspondantes, équivaut à l'accord de ce même Titulaire – prévu aux articles R.2193-11 et suivant du code de la commande publique - sur les sommes revendiquées par ce ou ces sous-traitants.

Le maître d'ouvrage informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Les sommes présentées par le sous-traitant tiennent compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans l'acte spécial de sous-traitance.

4.8.3 *Sous-traitance indirecte*

Au sens de l'article 3.6.2 du CCAG Travaux, le sous-traitant direct ne peut sous-traiter à son tour qu'à la condition d'avoir obtenu du représentant du maître d'ouvrage l'acceptation de son propre

sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiements, par l'établissement d'une déclaration de sous-traitant indirect, reprenant les indications demandées au 4.7.1. Le sous-traitant qui sous-traite est considéré comme entrepreneur principal par rapport à son propre sous-traitant.

Le sous-traitant indirect ne peut intervenir avant que le représentant du maître d'ouvrage ait accusé réception au Titulaire d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article 14-1 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Si le paiement du sous-traitant indirect est garanti par une caution personnelle et solidaire, une attestation du Titulaire, indiquant qu'il en a reçu copie, est jointe à l'envoi de la caution.

4.9 Cotraitance

Pour les cotraitants conjoints, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente au corps d'état assigné à ce cotraitant.

Pour le sous-traitant d'un entrepreneur du groupement, celui-ci mentionne son acceptation expresse de la somme à lui payer par une attestation jointe au projet de décompte et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans l'acte spécial de sous-traitance.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Dans cette hypothèse, le délai de 15 jours évoqué aux articles R.2193-11 et R.2193-12, R.2193-14 et R.2193-15 du code de la commande publique court à partir de la signature du mandataire.

4.10 Augmentation de la masse des travaux

En complément de l'article 14 du CCAG Travaux et par application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique (clause de réexamen), lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le maître d'œuvre peut notifier par ordre de service la décision prise par le représentant du maître d'ouvrage d'en poursuivre l'exécution jusqu'à un nouveau montant indiqué dans la décision.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG Travaux, si l'augmentation du montant des travaux est supérieure à 5 % du montant contractuel, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation du préjudice qu'il aura éventuellement subi du fait de cette augmentation.

Le marché prévoit donc expressément la possibilité d'établir une décision de poursuivre.

4.11 Prix nouveaux

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG Travaux, le Titulaire est réputé avoir accepté les prix fixés par l'ordre de service prévu aux articles 13.1 et 13.4 du CCAG Travaux, si, dans le délai de quinze (15) jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation au maître d'œuvre en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

Dans le cadre de la production d'un « prix nouveau » par le Titulaire, ce dernier peut être amené à transmettre, sur demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, les justifications utiles apportant la démonstration de sa sincère évaluation (ex : sous-détail, décomposition...). Dans l'attente de la justification utile, un ordre de service à prix provisoire pourra être notifié par le maître d'œuvre (voir également 4.2 Règlement des ouvrages ou des travaux non prévu ou modificatifs).

Lorsque le Titulaire et le représentant du maître d'ouvrage sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant.

4.12 Prestations similaires

Le représentant du maître d'ouvrage se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestations similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 5 : PREPARATION-DELAIS D'EXECUTION-PENALITES-RETENUES-REFACTIONS

5.1 Modalités d'exécution et calendrier contractuel détaillé d'exécution des travaux – Période de préparation

Pour chaque lot et le cas échéant pour chaque tranche pour les lots 4 et 11, les différents délais d'exécution renseignés à l'acte d'engagement démarrent à compter de la notification des ordres de service correspondants.

Par dérogation à l'article 19.1.4 du CCAG travaux, le calendrier général prévisionnel d'exécution ne fixe pas les dates d'intervention relatives à chaque lot. Celles-ci seront fixées dans le cadre de l'élaboration des calendriers détaillés d'exécution.

- Pour tous les lots hors lots 4 et 11 :

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG travaux :

- Un ordre de service prescrit le démarrage de la période de préparation des travaux pour chaque zone. Son délai est de 2 mois à compter de sa notification, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux ;
- Un deuxième ordre de service prescrit le démarrage des travaux proprement dits si l'ensemble des prestations relatives à la période de préparation de chantier ont été accomplies
- Le délai global d'exécution des travaux est fixé à l'article 4 de l'acte d'engagement.

Le maître d'ouvrage a la possibilité d'anticiper cet ordre de service si l'ensemble des prestations dues au titre de la période de préparation sont achevées

- Pour les lots 4 et 11

5.1.1 *Tranche ferme*

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG travaux :

- Un ordre de service prescrit le démarrage de la période de préparation des travaux pour chaque zone. Son délai est de 2 mois à compter de sa notification, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux ;
- Un deuxième ordre de service prescrit le démarrage des travaux proprement dits si l'ensemble des prestations relatives à la période de préparation de chantier ont été accomplies
- Le délai global d'exécution des travaux est fixé à l'article 4 de l'acte d'engagement.

Le maître d'ouvrage a la possibilité d'anticiper cet ordre de service si l'ensemble des prestations dues au titre de la période de préparation sont achevées

5.1.2 Tranche optionnelle

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG travaux :

- Un ordre de service prescrit le démarrage de la période de préparation d'un délai de 2 mois (par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux) dont les conditions sont fixées au 9.1 du présent CCAP.
- Un ordre de service prescrit le démarrage de l'exécution des travaux proprement dits si l'ensemble des prestations relatives à la période de préparation de chantier ont été accomplies.

Le délai global d'exécution des travaux de la tranche optionnelle est fixé à l'article 4 de l'acte d'engagement. La tranche optionnelle peut être affermée le cas échéant avant l'achèvement des travaux de la tranche ferme.

Repliement des installations de chantier

A la fin des travaux (objets de la tranche ferme ou optionnelle pour les lots 4 et 11), le Titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qu'il aura occupés, dans un délai de 8 jours à compter de la date de la notification de la décision de réception.

5.2 Calendrier détaillé d'exécution - tranche ferme et optionnelle

Dans les 7 jours suivant l'ordre de service de démarrage de la période de préparation, le titulaire élabore et transmet à la maîtrise d'œuvre un calendrier d'exécution des travaux.

Il sera notifié au titulaire par ordre de service, et aura un caractère contractuel.

le maître d'ouvrage pourra demander à tout moment une mise à jour du calendrier détaillé d'exécution pour tenir compte de l'avancement réel du chantier.

Le calendrier détaillé d'exécution comprend les études d'exécution et de synthèse ainsi que l'exécution des travaux de l'ensemble des corps d'état et autres travaux nécessaires à la parfaite réalisation de l'ouvrage, ceci dans le respect du délai global fixé à l'acte d'engagement.

Pour les **études d'exécution et de synthèse**, le calendrier fera notamment apparaître :

- Pour chaque corps d'état, la liste des plans, la date de leur remise, la date critique de leur approbation par le maître d'œuvre et le contrôleur technique ;
- Pour chaque corps d'état, la liste des spécifications détaillées, la date de leur remise, la date critique de leur approbation par le maître d'œuvre et le contrôleur technique ;
- La liste des plans de synthèse, la date de leur remise, la date critique de leur approbation par le maître d'œuvre et le contrôleur technique ;

En ce qui concerne **l'exécution des travaux**, le calendrier devra notamment faire apparaître :

- Les dates et les délais d'approvisionnements, de fabrication en atelier et en usine ;
- Les dates prévisionnelles de demandes d'agrément et d'acceptation des sous-traitants ;
- Les dates de début d'exécution et les durées des tâches caractéristiques de chaque corps d'état, par étage ;

- Les dates de début et de fin de travaux des ouvrages de raccordement aux différents réseaux de concessionnaires (EDF, eau, téléphone...) ;
- La date d'achèvement de l'ensemble des travaux de la zone ;
- Les dates de libération des terrains et emprises mises à disposition.

Ce calendrier mettra en évidence les enchaînements des tâches avec les marges de recouvrement tolérées, ainsi que le rattachement graphique entre l'achèvement d'une tâche et le démarrage de la (des) suivante(s) qu'elle conditionne (diagramme de Gantt). Il mettra également en évidence le ou les chemins critiques de l'opération

5.3 **Prolongation du délai d'exécution**

5.3.1 *Journées d'intempéries prévisibles*

Les intempéries correspondent aux conditions atmosphériques et aux inondations lorsqu'elles rendent dangereux ou impossible l'accomplissement du travail eu égard, soit à la santé ou à la sécurité des salariés, soit à la nature ou à la technique du travail à accomplir (article L.5424-8 du Code du travail).

Ainsi, le gel, le verglas, la pluie, la neige, les inondations, le grand vent, etc... ne sont considérés comme des intempéries que s'ils rendent réellement tout travail impossible ou dangereux, ou s'ils provoquent sur le chantier un arrêt imprévisible et inévitable.

En vue de l'application du premier alinéa du 2.3 de l'article 18 du CCAG Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est 3 jours ouvrés pour les travaux de chaque zone.

En vue de l'application du 2.3 de l'article 18 du CCAG Travaux, et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, le(s) délai(s) d'exécution sera (seront) prolongé(s) d'un nombre de jours ouvrés égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limites suivantes, en défalquant les 3 journées d'intempéries réputées prévisibles :

A : pluie et neige : si entre 6 heures et 18 heures il est tombé plus de 12 mm d'eau (ou l'équivalent en neige après fonte).

B : vent : si entre 6 heures et 18 heures la vitesse moyenne du vent est supérieure à 60 km/h pendant plus de 6 heures consécutives.

C1 : Gel : Si, la température extérieure étant à 7 heures inférieure à -5°C, elle est encore à 18 heures inférieure à -4°C.

C2 : Gel : si, la température extérieure étant à 7 heures inférieure à -6°C (moins six degrés centigrades), elle est encore à 10 heures inférieure à -2°C (moins deux degrés centigrades), cette condition n'est toutefois pas applicable si, par suite de chauffage partiel ou total, une température de +10°C (plus dix degrés centigrades) est assurée dans les locaux où sont exécutés les travaux.

C3 : Froid : si, la température extérieure étant à 7 heures inférieure à +4°C (quatre degrés centigrades), elle est encore à 18 heures inférieure à +5°C (cinq degrés centigrades)

D : Canicule : si la température extérieure étant à 7 heures supérieure à +35°C, elle est encore à 18 heures supérieure à +35°C

Nature des travaux pour lesquels sont admises ces conditions :

Intempéries type A : Travaux de terrassement et fondations – Structure béton armé - Etanchéité – façades – menuiseries extérieures – VRD - CVD

Intempéries type B : Travaux de structure béton armé - Façades - charpente - couverture - menuiseries extérieures – VRD - CVD

Intempéries type C1 : travaux de menuiseries extérieures – travaux de béton – étanchéité

Intempéries type C2 : autres lots avant clos couvert

Intempéries type C3 : enduits et peintures des façades

En dehors de ces hypothèses, le titulaire doit apporter la preuve qu'il y a eu entrave à l'exécution des travaux. L'importance de la prolongation ou du report est proposée par le maître d'œuvre, après avis du titulaire, et décidée par le maître d'ouvrage. Pour l'application de l'article 18.2.3 du CCAG, la décision sera notifiée au titulaire.

Il est précisé que la prolongation du délai d'exécution pour intempéries ne donne lieu à aucune indemnité.

Le Titulaire prévoira un abonnement spécifique pour ce chantier afin de produire les bulletins de la station météo la plus proche. Il fournira également les relevés diffusés par la fédération française du bâtiment.

Le Titulaire devra informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre par courrier électronique, le jour où le chantier est en intempéries. Les justificatifs seront ensuite transmis en fin de mois par des relevés de météo France. Aucun jour ne sera validé sans transmission de courrier électronique.

Les justificatifs des intempéries sont présentés au maître d'œuvre chaque fin de mois et vérifiés par la maîtrise d'œuvre selon les jours demandés de ce même mois.

En cas de litige, seuls les bulletins de la station météorologique la plus proche du chantier seront pris en compte.

Si des intempéries ou autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou autoriser leur poursuite en assortissant cette décision des mesures particulières à prendre.

5.3.2 *Tâches non soumises aux intempéries*

Sont réputés non soumis aux intempéries :

- Les travaux exécutés à l'intérieur des bâtiments ;
- L'approvisionnement et le transport des matériaux et des personnes.

Pour être prises en compte, les intempéries doivent être déclarées comme arrêtant l'exécution de toutes les tâches du calendrier, et faire l'objet d'attachements journaliers à soumettre au maître d'œuvre, le jour même.

Le maître d'œuvre porte régulièrement le décompte des intempéries au compte-rendu de chantier.

5.3.3 *Autres précisions*

Les reprises à la suite d'une exécution insatisfaisante ne peuvent en aucun cas donner lieu à une prolongation des délais d'exécution.

Les arrêts de chantier pour non-respect des règles en matière de sécurité et protection de la santé, d'ordre ou de propreté sur le chantier et à ses abords, constatés par les organismes compétents en la matière ou par le CSPS, ne peuvent en aucun cas donner lieu à une prolongation des délais d'exécution ou à indemnité.

Il en est de même pour ceux résultant d'une non-conformité réglementaire constatée par le contrôleur technique.

5.4 **Pénalités**

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG Travaux, le représentant du Pouvoir adjudicateur pourra appliquer au Titulaire sans mise en demeure et sur simple constat de sa part ou de la part de la maîtrise d'œuvre les pénalités suivantes :

5.4.1 *Pénalités de retard*

1. Non-respect de la date d'achèvement des travaux

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG travaux, si les travaux de chaque zone ne sont pas achevés dans les délais fixés à l'acte d'engagement, une pénalité de **1/3000^{ème} du montant Euros HT** par jour calendaire de retard sera appliquée au titulaire du lot et sans qu'il soit besoin de recourir à une mise en demeure préalable.

Pour les ouvrages ou parties d'ouvrages pour lesquels un délai spécifique d'exécution des travaux est fixé dans le calendrier détaillé d'exécution, une pénalité de 500 € HT par jour calendaire de retard est appliquée si les travaux ne sont pas achevés dans les délais fixés, et sans qu'il soit besoin de recourir à une mise en demeure préalable.

2. Non-respect des jalons maîtrise d'ouvrage ou études

Par jour de retard, concernant les jalons maîtres d'ouvrage ou études identifiés au calendrier d'études ou au calendrier d'exécution détaillé, une pénalité de 100 € HT par jour calendaire de retard sera appliquée au titulaire.

5.4.2 *Autres pénalités en cours de chantier*

Le montant de la pénalité correspondra au montant de l'amende maximale encourue en application du Code du travail pour le fait suivant :

- En cas de manquement du titulaire à la réglementation relative au travail illégal définie à l'article L.8211-1 1°), 2°), 3°) et 4°) du Code du travail, par infraction constatée

Cinq mille Euros hors taxes (5 000 Euros HT) pour les faits suivants :

- Découverte d'un sous-traitant non déclaré ou en cas de non-respect des dispositions législatives ou réglementaires sur la sous-traitance : par infraction constatée ;
- Refus d'exécution d'un ordre de service, ou d'une décision du maître d'ouvrage : par jour calendaire, hormis les cas prévus aux articles 3.8.2, 14.2.2 et 50.2.1 du CCAG Travaux
- Violation des dispositions de l'article 12 du CCAP, par infraction constatée
- Défaut du titulaire concernant les mesures de prévention contre le risque incendie au cours du chantier : par infraction constatée par le maître d'ouvrage ou un de ses prestataires (un courriel suffisant pour attester du constat)

Mille Euros hors taxes (1 000 Euros HT) pour les faits suivants :

- Non-respect du délai fixé pour la levée des réserves (réserves à la réception) : par jour calendaire

- Violation des dispositions de l'article 8.5 du CCAP, par infraction constatée
- Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier, pour chaque infraction constatée (un courriel suffisant pour attester du constat) par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé ou par la maîtrise d'œuvre ou par le maître d'ouvrage ou par l'OPC, et par jour calendaire ;
- Non-respect des dispositions de sûreté détaillées dans l'annexe au CCAP: par infraction constatée
- Réalisation de travaux sans document d'exécution ou avec document d'exécution non visé par le maître d'œuvre : par infraction constatée
- Refus de se conformer à une demande explicite du maître d'œuvre, du contrôleur technique, du CSPS, du CSSI, de l'OPC, du bureau de synthèses ayant trait à la sécurité du chantier ou à la bonne exécution technique des prestations

Cinq cent Euros hors taxes (500 Euros HT) pour les faits suivants :

- Non-fourniture par le Titulaire d'un ou des document(s) demandé(s), notamment le calendrier contractuel détaillé d'exécution ou le plan de contrôle qualité, ne permettant pas le démarrage des travaux dans de bonnes conditions : par document et par jour calendaire au-delà du délai fixé à l'article 4 de l'acte d'engagement concernant la période de préparation et aux articles 5.2 et 5.3 du CCAP concernant le délai de remise du calendrier détaillé d'exécution.
- Retard dans la production des documents et justifications demandés par le représentant du maître d'ouvrage en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail et de lutte contre le travail clandestin : par jour calendaire de retard, au-delà du délai fixé par le représentant du maître d'ouvrage ;
- Non-respect des demandes de nettoyage systématique et journalier : par infraction constatée ;
- Absence ou retard non justifié aux réunions de chantier, de synthèse ou d'OPC, aux visites de chantier : par réunion ou visite.

Nota : la représentation par l'entreprise d'une personne non habilitée à prendre des décisions ou des engagements en son nom équivaut à une absence.

L'absence d'un co-traitant, BET, entreprise spécialisée ou sous-traitant directement nécessaire à l'efficacité des échanges en réunion entraînera également l'application de cette pénalité.

- Retard dans la remise complète des dossiers à fournir après exécution des travaux, conformément à l'article 9.2 du CCAP et à l'article 40 du CCAG Travaux : par jour calendaire et par dossier
- Absence de personnel d'encadrement sur le chantier (en période d'activité pour l'entreprise concernée) : par infraction constatée ;
- Non-respect du caractère occupé du site : par infraction constatée aux dispositions du présent CCAP ou tout autre disposition contractuelle relative au caractère occupé du site ainsi que dans le cas de :
 - Usage de surface située hors de l'emprise de l'installation de chantier, non-respect des règles permettant d'assurer la sécurité des usagers,

- Stationnement ou stockage en dehors des zones autorisées, y compris non-respect du plan de circulation sur les voies publiques ou internes au site,
- Non fermeture des portes et portails d'accès,
- Nuisances sonores par utilisation de méthodes inadaptées (marteaux piqueurs etc...), sans accord de la maîtrise d'ouvrage.

Cent cinquante Euros hors taxes (150 Euros H.T.) pour les faits suivants :

- Retard par rapport aux dates de remise ou de diffusion des documents techniques (retour d'ordre de services, notices, plans d'exécution, notes de calcul, devis de travaux modificatifs, fiches techniques, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, fiches d'essai COPREC, demande d'ATEX, autocontrôle etc.) telles qu'elles sont fixées au calendrier détaillé d'exécution tel que défini aux articles 5.2 et 5.3 ci-dessus : par document non remis et par jour calendaire ;
- Non-respect des dispositions de la charte chantier faibles nuisances et de toute autre disposition du contrat relative à la gestion des nuisances : par infraction constatée ;
- Retard dans la résolution d'un dysfonctionnement provoqué par le titulaire sur le fonctionnement des réseaux techniques maintenus en service dans les parties occupées du palais de justice : par jour calendaire de retard à compter de l'échéance figurant sur la mise en demeure qui lui aura été notifiée par tout moyen par le maître de l'ouvrage ;
- Substitution de personnel en cours de chantier, par rapport à l'organisation proposée dans le cadre de l'offre : par infraction constatée en l'absence d'accord formel préalable du maître d'ouvrage.

5.4.3 Pénalités relatives à la GPA

- Dépassement du délai imparti pour la réalisation de travaux nécessaires à la résolution d'un désordre touchant à la sûreté et au bon fonctionnement du bâtiment (en particulier alarmes, contrôles d'accès, confort thermique) : 1000 € HT par jour de retard et par désordre ;
- Dépassement du délai imparti pour la réalisation de travaux nécessaires à la résolution d'un autre désordre relevant de la GPA : 100 € HT par jour de retard et par désordre ;

5.4.4 Autres pénalités

- Non-respect des obligations d'insertion : En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, le Titulaire subira une pénalité de 60 € HT par heure d'insertion non réalisée. En cas de défaut caractérisé d'information auprès de l'organisme facilitateur, le Titulaire subira une pénalité de 75 € HT par jour de retard à compter de l'échéance figurant sur la mise en demeure qui lui aura été notifiée par le maître de l'ouvrage.
- Utilisation du téléphone portable en réunion : 50 € HT par infraction constatée.
- Manquement à l'obligation du titulaire de transmettre les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D 8222-7 du Code du travail : pénalité de **cinquante (50) euros** par jour de retard.
- Manquement à l'obligation de sécurité et de protection de la santé : En cas de non-respect par une entreprise ou un de ses sous-traitants des délais fixés à l'article 8.5 du présent CCAP et concernant la santé ou la sécurité des travailleurs, une pénalité, égale à **trois cents (300) euros** par jour de retard sera opérée sur les sommes dues au titulaire, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG.

- Absence du port des équipements individuels de protection : L'absence du port d'un casque de protection, de chaussures de sécurité, ainsi que des équipements spécifiques nécessaires à certains travaux et manipulations tels que gants, masques de protection, casque acoustique, etc ... donnera lieu à une pénalité de **cent (100) euros** par infraction constatée et par personne.
- Non-respect de l'interdiction de fumer ou vapoter dans les locaux : **cent trente-cinq (135) euros** par infraction constatée.
- Non-respect de l'interdiction de brûlage de brûler les déchets ou tout autre combustible sur le chantier : **deux cents (200) euros** par infraction constatée.
- Non transmission du devis demandé à l'article 4.3 du CCAP dans le délai indiqué dans l'article : **vingt (20) euros** par jour calendaire de retard
- Absence d'accusé réception aux mails notifiant les ordres de services et actes de sous-traitance dans les 7 jours calendaires suivant le mail de notification : **dix (10) euros par infraction**

5.4.5 Cumuls des pénalités

Toutes les pénalités, objet des articles ci-dessus, sont cumulables.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le Titulaire ne sera exonéré d'aucune pénalité. Pour l'application de l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne pourra excéder 10% du montant total du marché, et non de la tranche concernée (précision pour les lots 4 et 11). L'application de l'ensemble de ces pénalités ne fait pas obstacle aux mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-travaux.

5.5 Pénalités provisoires

- a) En application de l'article 19.2.5 du CCAG, les pénalités provisoires sont appliquées sur simple constatation du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage d'un retard par rapport à l'ensemble des délais ou des dates limites fixées dans le calendrier détaillé d'exécution. Les cas évoqués à l'article 5.5.1 donnent lieu à l'application de pénalités définitives et non provisoires.
- b) En cas de retard tel que défini au paragraphe précédent, le Titulaire pourra subir à la fin de chaque mois calendaire, une pénalité provisoire déterminée en appliquant au montant de la pénalité journalière définie ci-après, le nombre de jours de retard de la tâche jugée la plus en retard par le maître d'œuvre ou la plus pénalisante à l'avancement du chantier par le maître d'œuvre.
- c) Montant des pénalités journalières provisoires :
Le montant HT des pénalités provisoires, par jour calendaire de retard, est fixée à 1/6000ème € HT par jour calendaire de retard.
- d) Les pénalités provisoires sont restituées à cent pour cent (100%) en cas de rattrapage dans les mêmes conditions économiques et permettant le respect des dates contractuelles, et à la condition que le retard partiel n'ait pas eu d'impact sur l'exécution des autres travaux réalisés notamment par les concessionnaires.

- e) Les pénalités provisoires correspondant à la part du retard non rattrapé pourront être confirmées et transformées en pénalités définitives au taux de la pénalité prévue à l'article 5.4.1.

ARTICLE 6 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

6.1 Retenue de garantie

Conformément aux articles R.2191-32 et R.2191-33 du code de la commande publique une retenue de garantie de 5% sera prélevée sur tous les règlements du marché. L'assiette de la retenue est égale au montant contractuel augmenté le cas échéant des avenants mais ne comprend pas les intérêts moratoires.

6.1.1 *Substitution de la retenue de garantie*

La retenue de garantie ne pourra être remplacée, au gré du Titulaire, que par une garantie à première demande, établie suivant le modèle remis par la personne publique au Titulaire. En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie. Si le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché. En cas de groupement solidaire, la garantie est fournie par le mandataire pour le montant total du marché, avenants compris.

6.1.2 *Constitution et complément*

Conformément au titre neuvième, chapitre premier, section IV du code de la commande publique, et dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le Titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le Titulaire a la possibilité, pendant toute la durée d'exécution du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie est constituée pour le montant total du marché y compris avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au Titulaire après constitution de la garantie de substitution.

6.1.3 *Restitution des garanties*

La retenue de garantie est remboursée, ou les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés, un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie. Toutefois, si des réserves ont été notifiées au Titulaire du marché et aux établissements ayant accordé leur garantie à première demande pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, l'établissement est libéré de son engagement ou la retenue remboursée un mois au plus tard après la date de leur levée.

En cas de retard de remboursement, des intérêts moratoires sont versés selon la réglementation qui les régit.

6.1.4 *Dispositions relatives aux prestations sous-traitées*

Les dispositions qui précèdent s'appliquent à la totalité du marché, y compris aux prestations sous-traitées. Les garanties incombent en totalité au Titulaire et en aucun cas au sous-traitant.

6.2 Reversement

Le recouvrement éventuel des sommes dont le Titulaire serait reconnu débiteur au titre du présent marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

6.3 Avance

Il est fait application des articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique. Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, il sera versé une avance de 5% du montant de la tranche concernée.

ARTICLE 7 : REALISATION DES OUVRAGES

7.1 Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au Titulaire. Toutefois le titulaire peut proposer des modifications qui seront soumises à la validation du maître d'œuvre.

Pour les autres matériaux, produits et composants, le Titulaire devra soumettre à l'agrément du maître d'œuvre, avant toute commande, les matériaux, produits et composants de construction dont le choix lui est laissé.

Cet agrément sera apprécié en fonction des performances architecturales, techniques, de pérennité, et de maintenabilité requises. Ainsi un produit qui serait susceptible d'engendrer des coûts d'exploitation supérieurs pourra être refusé par le maître d'œuvre, et ceci sans que l'entreprise ne puisse s'y opposer.

7.2 Vérification qualitative des matériaux et produits – essais et épreuves

7.2.1 *Contrôles de fabrication*

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de fabrication, dans les usines, magasins et carrières du Titulaire, ou de ses sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités d'exécution de ces contrôles.

7.2.2 *Contrôles sur chantier*

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités des vérifications, essais et épreuves, qualitatives et quantitatives, sur le chantier.

7.2.3 *Essais et contrôles prévus au marché*

Tous les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG, du CCTP et du schéma contrôle qualité seront exécutés.

Les dispositions du 3 de l'article 24 du CCAG Travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables à ces essais.

Le modèle de fiche d'essai, qui sera établi par la maîtrise d'œuvre, devra être utilisé pour tous les essais et pour toutes les entreprises.

Le titulaire doit fournir tous les essais correspondants, ainsi que tous les essais acoustiques, thermiques, techniques, COPREC, sur tous les éléments de ventilation, de climatisation, d'assainissement, d'évacuations, pompes de relevages, groupes électrogènes, systèmes de sécurité

incendie (SSI), d'ouvrages motorisés, portiers électroniques, d'ascenseurs et de monte-charge, d'électricité, de plomberie, de chauffage, dispositifs d'occultations, etc.

Il est précisé en outre que les rapports, les essais et les recours d'expertise nécessaires pour mener ces procédures seront également à la charge et à l'initiative du titulaire et devront être effectués en temps utile.

Si l'entreprise estime que les documents fournis à l'appui du DCE (relevés, diagnostics, planches graphiques, ...) nécessitent des compléments, il lui appartiendra de les faire réaliser à ses frais.

7.2.4 Essais et vérifications complémentaires

Le maître d'œuvre peut demander à faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché. Ils ne seront rémunérés par le maître d'ouvrage que dans le cas où les résultats confirment la position de l'entreprise. Dans le cas contraire, ils seront dus par l'entreprise, par dérogation à l'article 38 du CCAG Travaux.

7.3 Défauts d'exécution - mesures d'alertes

Le maître d'œuvre, sur la base de constats d'écarts entre les modalités d'exécution des travaux et les modalités requises par les règles de l'art et les clauses techniques particulières et sur la base des avis émis par le contrôleur technique, pourra être amené à alerter formellement l'entreprise sur les risques de désordres ultérieurs ou les risques de non atteinte des performances techniques.

Il appartient à l'entreprise de mettre en œuvre toutes les actions correctives nécessaires. Celles-ci seront soumises à l'approbation préalable du maître d'œuvre avant exécution.

7.4 Implantation des ouvrages

7.4.1 Piquetage général

Conformément à l'article 27.2 du CCAG Travaux, le piquetage général sera effectué en référence au nivellement général de la France (NGF) par un géomètre expert agréé, à la charge et sous la responsabilité du Titulaire.

Ce piquetage général sera effectué avec le degré de précision exigé par le respect des tolérances générales et particulières indiquées au CCTP, pour les ouvrages suivants :

- Bornage et délimitation des limites du terrain ;
- Délimitation des plates-formes et des fouilles ;
- Fixation définitive des repères d'altitude du niveau rez-de-chaussée ;
- Ouvrages de structure du bâtiment ;
- Traits de niveaux ;
- Aménagements extérieurs.

7.4.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

En même temps que le piquetage général, le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que collecteurs, canalisations ou câbles, situés à l'intérieur du terrain au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué contradictoirement avec les exploitants des ouvrages,

convoqués préalablement à cet effet, sous le contrôle du maître d'œuvre et du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Cela comprend le repérage des ouvrages souterrains ou enterrées privés du palais et ceux relevant des concessionnaires.

Les Titulaires devra prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles concernés dix jours au moins avant le début des travaux.

ARTICLE 8 : PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Le présent article s'applique à tous les lots, et aux deux tranches du marché, pour les lots 7 et 11.

Il est notamment procédé, par les soins du Titulaire au cours des périodes de préparation de chantier, aux opérations suivantes :

- Un état des lieux avant travaux sera établi par huissier. Les honoraires de l'huissier sont à la charge du titulaire. Cet état des lieux sera établi contradictoirement et sera opposable au titulaire, même en cas d'absence de celui-ci lors de leur établissement. L'état des lieux portera sur l'intégralité de la parcelle qui sera mise à disposition du titulaire, ainsi que ses avoisinants : les bâtiments existants, tant ses parties intérieures qu'extérieures, les espaces de stationnement, les clôtures, les voiries bordant le site, les façades des bâtiments voisins. Le constat d'état des lieux, frais d'émission et de la transmission d'un exemplaire au plus tard avant toute intervention sur le site est à la charge de l'entreprise.
- Etablissement dans un délai de 5 jours du planning d'exécution des diverses tâches à accomplir pendant la période de préparation du chantier, accepté conjointement par la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, en particulier le planning des études à exécuter en priorité pour permettre le commencement des travaux ;
- Etablissement et présentation des plans d'exécution, notes de calculs et études de détails nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG Travaux et à l'article 9.2 ci-après ;
- Etablissement du calendrier contractuel détaillé d'exécution des travaux ;
- Mise en place des dispositions définies par la charte chantier faibles nuisances ;
- Modalités d'atteinte des heures d'insertion ;
- Réalisation des supports de communication (panneaux de chantier réglementaire, panneaux de communication de chantier) suivants les modèles fixés par le maître de l'ouvrage (deux panneaux de 3 m x 3 m au minimum en plus du panneau réglementaire) pour chaque zone de travaux ;
- Présentation au visa du maître d'œuvre de l'organisation détaillée et des moyens de l'OPC pour accomplir ses missions et définition des plans de circulation et de diffusion des différents documents ;
- Présentation sous 14 jours au visa du maître d'œuvre de l'organisation détaillée de la cellule de synthèse, de ses moyens et de sa composition
- Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre et du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier (tenant compte des contraintes indiquées dans le plan

de principe d'installation de chantier joint au dossier de consultation) et des ouvrages provisoires conformément à l'article 28.2 du CCAG Travaux ;

- Etablissement avant la fin de la période de préparation du chantier, des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) et leur transmission au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- Mise au point définitive et exécution des voies et réseaux divers pour la desserte des locaux destinés au personnel et alimentation des divers équipements et installations prévus dans ces locaux et des installations communes d'hygiène et de sécurité nécessaires à l'ensemble des entreprises en fonction de leurs effectifs et de leurs présences sur le chantier ;
- Etablissement du schéma de signalisation du chantier, après avoir pris l'attache des services compétents (Ville, ...) ;
- Etablissement du plan général de circulation des engins de chantier à l'échelle du quartier (compatible avec le projet des installations de chantier et les objectifs de la notice acoustique et nuisances), après accord du maître d'ouvrage et après avoir pris l'attache des services compétents de la Ville ;
- Etablissement de la demande de permission de voirie pour occupation éventuelle des voies publiques et des rejets d'eaux ;
- Mise en place des installations de chantier

Nota : Il est précisé que cette liste des prestations à exécuter pendant la période de préparation n'est pas limitative et que le Titulaire et ses sous-traitants ne pourront se prévaloir d'une omission dans cette énumération. Le délai de la période de préparation pourra éventuellement être prolongé à la charge du Titulaire dans le cas où il n'aurait pas rempli toutes ses obligations dues pendant cette période ou qu'il ne pourrait pas assurer le démarrage des travaux.

8.2 Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail

En complément de l'article 29.1 du CCAG Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, ainsi que leur synthèse, établis et présentés sous la responsabilité du Titulaire avec les notes de calculs correspondantes, seront soumis au visa du maître d'œuvre, qui devra les retourner au Titulaire avec ses observations éventuelles après leur réception.

Il est spécifié que le visa des documents par le maître d'œuvre laisse au Titulaire, la totalité de sa responsabilité, pour ce qui est de l'exécution des travaux.

Si le maître d'œuvre émet un visa avec observations ou un visa refusé sur les documents d'exécution du titulaire, ce dernier aura un délai maximum de 5 jours pour mettre à jour ses documents et les renvoyer au maître d'œuvre pour un nouveau visa, sous peine de l'application de la pénalité correspondante

Dans le cadre de la loi du 4/1/78 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance construction, tous les plans d'exécution et notes de calcul doivent être soumis à l'avis du contrôleur technique. Celui-ci donnera son avis à compter du jour de la remise effective des documents.

Les avis ou prescriptions du contrôleur technique doivent immédiatement être pris en compte par le Titulaire dès lors qu'ils relèvent de dispositions opposables à ceux-ci.

A la demande du maître d'œuvre, le titulaire fournira jusqu'à six (6) exemplaires des plans et autres documents ainsi qu'un bordereau énumérant les documents envoyés soumis au visa :

- du maître d'œuvre (4)
- du contrôleur technique (1)
- du CSPS (1)

A défaut de demande spécifique du maître d'œuvre, une version numérique PDF et DWG pour les plans cotés sera mise à disposition de ces derniers.

- Par ailleurs, l'entreprise conservera systématiquement sur le chantier un exemplaire papier de chaque plan ou document, classé par ses soins dans l'armoire prévue à cet effet pour consultation libre par la maîtrise d'œuvre

Le maître d'ouvrage sera destinataire de tous documents, plans, notes, établis par l'entreprise.

8.3 Armoire à plans

Une armoire à plan dématérialisée sera mise en œuvre à compter de la notification du marché. Cette plateforme sera accessible via un navigateur web, permettant l'accès à l'ensemble des documents sur tous types de terminaux (ordinateurs, tablettes et téléphones portables), ainsi que depuis tous types de navigateurs.

CETTE ARMOIRE A PLANS SERA ACCESSIBLE A LA MAITRISE D'OEUVRE, A L'OPC, AU BUREAU DE CONTROLE, AUX TITULAIRES DES AUTRES LOTS ET AU MAITRE D'OUVRAGE OU A SES REPRESENTANTS. ELLE DEVRA PERMETTRE DE DONNER AVEC CERTITUDE LA DATE A LAQUELLE UN PLAN AURA ETE DEPOSE DANS L'ARMOIRE.

8.4 Echantillons - Notices techniques - P.V. d'agrément

Le maître d'œuvre et le contrôleur technique indiqueront aux entreprises leurs besoins pour la présentation des échantillons, notices techniques et P.V. d'agrément. Le Titulaire fixe les dates de production des échantillons, notices techniques et P.V. d'agrément et d'exécution des espaces témoins, sous réserve de l'accord du maître d'œuvre.

8.4.1 *Echantillons, prototypes*

Le Titulaire est tenu de fournir aux dates indiquées les échantillons des prestations comprises dans Le marché.

Il est également tenu de fournir aux dates indiquées par le maître d'œuvre les prototypes prévus au CCTP.

Ces échantillons et prototypes sont présentés sur le site.

Pour pallier tous risques de substitution, chaque échantillon ou prototype présenté doit être accompagné d'une série de photos couleur représentant l'indication de leur référence. Ces vues photographiques seront réunies dans 1 album à destination du maître d'œuvre.

Les échantillons et prototypes sont fournis jusqu'à satisfaction du maître d'œuvre. Cette clause oblige le Titulaire à la présentation successive de plusieurs échantillons ou prototypes pour la même prestation.

Ce n'est qu'après accord du maître d'œuvre que les échantillons et prototypes seront considérés comme acceptés.

Les échantillons et prototypes présentés restent la propriété du Titulaire et ne sont repris par celui-ci que lorsque l'ordre de les retirer lui est donné. Leur coût est inclus dans le montant du prix global et forfaitaire.

Certains prototypes et échantillons seront demandés dans le cadre de la tranche ferme conformément aux spécifications du Schéma de Contrôle Qualité.

8.4.2 *Prototypes et surfaces témoins*

Les prototypes et surfaces témoins prévus sont à réaliser avec les matériaux et équipements définis dans le CCTP.

Le Titulaire devra réaliser les prototypes demandés avec tous les équipements et toutes les finitions telles que décrites au CCTP.

Les prototypes et surfaces témoins devront être refaits autant de fois que nécessaire jusqu'à l'obtention de l'agrément du maître d'œuvre après quoi ils ne pourront plus être modifiés.

Le coût des prototypes et surfaces témoins est réputé inclus dans les montants du marché.

La démolition des prototypes et surfaces témoins après accord du maître d'œuvre ainsi que les remises en état sont réputées incluses dans les prix des prototypes.

Le Titulaire devra prendre en compte dans son calendrier détaillé d'exécution prévu dans les articles 5.2 et 5.23 du CCAP, le délai nécessaire à la validation des prototypes, des échantillons, surfaces témoins.

8.4.3 *Equivalence des normes*

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire peut proposer des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres Etats membres de l'Espace économique européen, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités par des organismes signataires des accords dits "E.A." ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011. Le titulaire doit alors apporter au maître d'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

La norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits, y compris dans les cas où la clause d'équivalence s'applique. Tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause serait invoquée sans respecter le délai de 1 mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt du chantier.

8.5 Réunions et rendez-vous de chantier

8.5.1 *Réunions*

Des réunions seront organisées à l'initiative de l'APIJ, ou du maître d'œuvre, au siège de l'APIJ au Kremlin-Bicêtre ou à Paris (Palais de Justice ou locaux du maître d'œuvre).

Le Titulaire, avisé de ces réunions avec un préavis minimum de deux jours, sera tenu d'y assister ou de s'y faire représenter.

Ces réunions n'ouvriront droit à aucune indemnité.

8.5.2 *Rendez-vous de chantier*

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. Ils ont lieu, au minimum, toutes les semaines sur le site.

Le maître d'œuvre dirige la réunion de chantier et en établit le compte rendu.

Le maître d'œuvre convoquera par l'intermédiaire des comptes rendus de chantier, qui vaudront convocation en bonne et due forme, les entreprises, qu'elles soient Titulaires ou sous-traitantes.

Le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, ainsi que le contrôleur technique, sont membres de droit des réunions de chantier, auxquelles ils participent en tant que de besoin.

Des réunions spécifiques à la coordination pourront être provoquées par l'OPC avec un préavis de deux jours minimums, les titulaires de chaque lot ont l'obligation de s'y présenter. Le maître

D'œuvre pourra y assister.

Chaque entreprise sera tenue de fournir pendant la période de préparation le nom d'une personne qualifiée, qu'elle aura désignée pour être responsable du suivi du chantier.

Si nécessaire, le maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre pourront augmenter ponctuellement la fréquence de ces réunions, pour traiter une situation de crise. Le Titulaire, avisé de ces réunions avec un préavis minimum de deux jours, sera tenu d'y assister ou de s'y faire représenter. Ces réunions supplémentaires n'ouvriront droit à aucune indemnité.

8.5.3 Visites du chantier

Il est précisé que l'entreprise ne pourra s'opposer à la visite du chantier par le maître d'ouvrage et par toute personne autorisée par ses soins, et émettre une quelconque réclamation suite à ces visites.

8.6 Organisation, hygiène et sécurité du chantier

8.6.1 Plans particuliers de sécurité et de protection de la santé

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 et, à ce titre, est soumis à l'obligation d'établissement et de respect des prescriptions des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), telles que les définissent les articles R 238.27 à R 238 36 du code du travail.

Chacune des entreprises amenées à intervenir sur le chantier et désignées au marché, devra soumettre au visa du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, avant intervention, le plan particulier de sécurité et de protection de la santé correspondant à son intervention.

L'entreprise ou le sous-traitant dispose de 30 jours calendaires, depuis la date de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation du chantier ou de l'acte spécial d'agrément, pour réaliser son PPSPS.

L'entrepreneur titulaire ou agréé informera le CSPS de son intention de commencer ses travaux au moins 10 jours avant la date qu'il aura retenue, et lui fera parvenir dans le même temps son projet de PPSPS.

Dans tous les cas, chaque entreprise devra avoir fait approuver son PPSPS par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé avant son intervention sur le chantier.

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (Titulaire, cotraitant ou sous-traitant) procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer.

Cette inspection commune aura lieu avant diffusion définitive du PPSPS de manière à intégrer, éventuellement dans ce document, les consignes résultant de l'inspection.

Le contrôle et le suivi des déchets seront réalisés dans les conditions fixées par **l'article 36 du CCAG-Travaux** et le respect de la réglementation.

8.6.2 Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité

Les mesures particulières ci-après, concernant l'hygiène et la sécurité, sont à prendre par le Titulaire.

Les installations d'hygiène et les dispositifs communs de sécurité sont effectués dans les conditions déterminées par le PGCSPPS et le CCTP.

Chaque entrepreneur doit prévoir tous les équipements nécessaires à la sécurité de son propre personnel dans le cadre des travaux dont il a la charge et en particulier les garde-corps provisoires, filets de chute propres à l'exécution de ses travaux, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur des constructions.

L'utilisation par une ou plusieurs entreprises des équipements de sécurité installés antérieurement par une autre entreprise ne pourra se faire sans accord écrit de ladite entreprise. Il sera fait mention sur cet accord des consignes applicables à ces équipements (charge limite, ...). Un exemplaire de l'accord sera adressé au responsable de l'OPPBT, à l'inspecteur du travail pour visa et au coordonnateur de sécurité.

Chaque entrepreneur devra procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel et des équipements de sécurité qu'il utilise sur le chantier (échafaudages, engins de levage, installations électriques, garde-corps, filets...) ou charger de ces épreuves et vérifications, sous sa responsabilité, une personne ou un organisme agréé.

Les entrepreneurs sont et resteront seuls responsables, soit à titre individuel, soit conjointement et solidairement, des incidents ou accidents pouvant survenir du fait du non-respect des prescriptions ci avant mentionnées. Ils supporteront seuls les conséquences pécuniaires ou pénales résultant d'une quelconque carence, sans que la responsabilité du maître d'ouvrage puisse être mise en cause de quelque façon que ce soit.

L'entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

8.6.3 Cas d'urgence

Le Titulaire (articles 31.4.1. à 31.4.3. du CCAG Travaux) et le maître d'œuvre (article 31.4.4. du CCAG Travaux) ont respectivement la charge de prendre ou de faire prendre toutes mesures nécessaires pour respecter les obligations en matière de sécurité et d'hygiène, et notamment les consignes formulées par le coordonnateur.

Cependant en cas d'urgence ou de danger immédiat, et en l'absence du maître d'œuvre, le coordonnateur se substitue à celui-ci pour donner directement aux entreprises l'ordre d'arrêter le chantier et de prendre, séance tenante, les mesures conservatoires qu'il juge indispensables, et les entreprises sont tenues d'y déférer.

L'intervention du coordonnateur ne dégage pas la responsabilité du Titulaire.

Sur le champ, il consigne ces mesures dans le registre journal de chantier et informe le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, les responsables d'entreprises et les organismes associés (CRAM, Inspection du Travail, O.P.P.B.T.P.), par tous moyens à sa disposition, des mesures qu'il a du faire prendre aux entreprises en précisant la date, l'heure et les raisons de cet arrêt.

Cette substitution au maître d'œuvre prend fin dès que celui-ci est prévenu. Il appartient au maître d'œuvre de faire prendre toutes les dispositions nécessaires pour que le chantier puisse se poursuivre sans danger.

8.6.4 Installations de chantier

Les emplacements définis dans les limites de la zone d'emprise du chantier à l'intérieur de la parcelle du projet sont mis gratuitement à la disposition des entreprises pour leurs installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux. Cette disposition ne couvre pas les frais d'occupation de la voirie qui doivent être réglés par le titulaire.

En revanche, le titulaire est informé que le Palais de Justice à l'intérieur duquel sont réalisés les travaux objets du présent marché, n'est qu'en partie impacté par lesdits travaux. D'autres parties du site continueront à être exploitées par leurs affectataires durant les travaux. En conséquence le titulaire fait son affaire de toute la sectorisation nécessaire à l'intérieur du site avec l'emprise de son chantier.

A fortiori, certaines zones enclavées au sein du périmètre de travaux resteront en fonctionnement pendant le chantier. Le titulaire devra également intégrer cette contrainte.

8.6.5 Pouvoirs du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé

Pour l'application de la réglementation du travail, de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail, de par les textes réglementaires, le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, aura directement autorité sur la maîtrise d'œuvre, les entreprises, les travailleurs indépendants.

Pour autant, son intervention ne dispense :

- Ni la maîtrise d'œuvre de formuler et d'appliquer les prescriptions qu'elle pourrait être amenée à imposer sous sa propre responsabilité, aux entreprises concernées ;
- Ni chacune des entreprises de prendre ses propres mesures pour faire respecter toutes les conditions d'hygiène et de sécurité applicables par les personnels concernés.

Chacune des observations et des injonctions du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, sera consignée dans le registre journal de la coordination et sera immédiatement communiquée au maître d'œuvre, au Titulaire, et à la maîtrise d'ouvrage pour leur information et, s'il y a lieu, pour suite à donner dans leurs domaines de compétences respectifs.

Pour toute préconisation impliquant une modification de la définition architecturale et technique de l'opération, le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, devra soumettre la mesure qu'il propose à la décision du maître d'œuvre, qui aura seul pouvoir de la faire exécuter par ordre de service.

En cas de désaccord du maître d'œuvre sur cette proposition, le coordonnateur en matière d'hygiène et de protection de la santé, devra soumettre la mesure concernée à l'arbitrage du conducteur d'opération ou du maître d'ouvrage.

8.6.6 Collège interentreprise de sécurité, de santé et de conditions de travail

Le chantier est soumis aux dispositions des articles L 235.11 à 14 du Code du Travail et au décret 95-543 du 4 mai 1995 concernant les collèges interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT).

En conséquence, les entreprises seront tenues - outre les obligations qui découlent de l'article précédent - de participer aux réunions du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT), qui sera constitué au plus tard 15 jours avant la fin de la période de préparation du chantier.

Ce collège sera présidé par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé désigné en application de l'article R 238-48 du Code du Travail.

8.6.7 Réunions du collège interentreprise de sécurité, de santé et des conditions de travail

En tant que président, le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé convoque par écrit et à son initiative, les membres du CISSCT et les éventuels autres participants aux réunions plénières ou restreintes.

Il en effectuera les comptes rendus et tiendra le registre journal de la coordination, sur lequel il portera les observations et les mesures prises par les entreprises pour y répondre.

8.6.8 *Locaux pour le personnel*

Le projet des installations de chantier établi par le Titulaire et soumis au visa conjoint de la maîtrise d'œuvre et du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, indiquera notamment la situation des locaux pour le personnel et de l'encadrement et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ou d'aménagement, qui devront être telles que les conditions d'accueil et d'hygiène et de sécurité sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur. Ces locaux ne sauraient être utilisés comme locaux d'hébergement collectifs.

Ces locaux sont détaillés dans le PGCSPPS et dans le projet de la maîtrise d'œuvre.

8.6.9 *Voies et réseaux divers*

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 7 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 concernant les voies et réseaux divers, qui devront être entrepris sous la responsabilité et aux frais du Titulaire, après visas conjoints du maître d'œuvre et du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, dès l'ouverture du chantier, et complétés en tant que de besoin tout au long de son déroulement.

8.6.10 *Application de la réglementation du travail - Protection de la main d'œuvre – Droit du travail – Lutte contre le travail dissimulé*

Interventions de l'Inspection du Travail et des organismes de prévention

Le Titulaire qui fera l'objet d'une intervention de l'Inspection du Travail ou d'un organisme de prévention (OPPBTP, CRAMIF...) devra communiquer sous 24h au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, et au maître d'œuvre, une copie de cette observation et un rapport sur les suites qu'il aura apportées à cette observation.

Protection de la main d'œuvre – Droit du travail – Lutte contre le travail dissimulé

En application de l'article 6.1 du CCAG Travaux, le Titulaire doit être en mesure de justifier, à tout moment et à toute demande du représentant du maître d'ouvrage, qu'il respecte la réglementation relative à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail sur le territoire français.

En application de l'article 31.5 du CCAG Travaux, il est rappelé que le Titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu :

- De faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur ;
- D'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

Tenus à jour et mis à disposition du maître d'œuvre et de toute autre autorité compétente, ces documents sont remis au représentant du maître d'ouvrage dès qu'il en demande la production.

En cas de non-production dans les délais impartis, le Titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 5.5 du présent CCAP.

8.7 **Signalisation du chantier**

La signalisation du chantier sur la voie publique et au droit des travaux sera réalisée par le Titulaire (se référer aux pièces de la maîtrise d'œuvre), sous le contrôle des services compétents et du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, après avoir obtenu leur accord sur le schéma de signalisation établi lors de la période de préparation du chantier.

Les services de la ville seront étroitement associés pendant l'élaboration des principes de signalisation du chantier.

La signalisation devra être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière : Livre I : 8ème partie : signalisation temporaire définie par l'arrêté du 6 Novembre 1992 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Le Titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine. Aucun dispositif de signalisation n'est mis à disposition du Titulaire par le Pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire devra soumettre à l'agrément conjoint du maître d'œuvre et du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci, le Titulaire devra faire connaître nominativement au maître d'œuvre et au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, le responsable de l'exploitation et de la signalisation du chantier, responsable qui devra pouvoir être contacté de jour comme de nuit, y compris les weekends et jours fériés.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée devront être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122, paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 - feux spéciaux - de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 8ème partie : signalisation temporaire par arrêté du 6 novembre 1992 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertiront les usagers de la présence d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

8.8 Obligations, règlement et sécurité, comportement du personnel

a) Obligations, règlements et sécurité

Le titulaire est formellement tenu de recueillir auprès du pilote les renseignements lui permettant d'établir à l'usage de son personnel, les consignes particulières concernant la sécurité, le vol et l'incendie.

Le titulaire du marché est tenu de se conformer strictement aux prescriptions impératives suivantes :

- les ouvriers des titulaires de chacun des lots travaillant sur la zone du **(préciser le nom du site)** devront présenter au gardien de chantier leur carte de circulation chaque matin, à la prise de travail.

- La carte de circulation est délivrée sur demande expresse du titulaire au représentant du maître d'ouvrage : elle devra être restituée au départ du titulaire intervenant.

Tout manquement à ces dispositions pourra entraîner, à la demande du maître d'ouvrage, du maître d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre ou du CSPS, l'exclusion du contrevenant.

b) Comportement du personnel

(à préciser dans le cadre de travaux réalisés dans un établissement en activité)

Le personnel du titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement de l'Établissement. Le représentant du maître d'ouvrage se réserve le droit d'interdire

l'accès ou d'exiger le départ immédiat de toute personne ne lui paraissant pas présenter les qualités morales ou techniques nécessaires, notamment si elle ne semble pas avoir connaissance des obligations dont il est fait état dans cet article.

En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- Interdiction de fumer dans tous les locaux de l'Établissement sans exception.
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse.
- Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles à tenir dans le cadre du présent marché, dans l'enceinte des bâtiments de l'Établissement.
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente.
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque.

Tout manquement à ces dispositions pourra entraîner, à la demande du maître d'ouvrage, du maître d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre ou du CSPS, l'exclusion du contrevenant.

Par ailleurs, le personnel chargé de l'exécution des prestations doit :
être doté d'un vêtement de travail permettant d'identifier le prestataire pour lequel il intervient en application de l'article 31.5.1 du CCAG-Travaux.
être muni d'un badge défini dans les conditions du PGCSPS pour le contrôle d'accès.

Le titulaire est, en outre, tenu de se conformer aux stipulations de l'article 31.5 du CCAG-Travaux relatives à l'identification et à l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes employées sur le chantier.

Le titulaire est tenu de produire cet enregistrement aux personnes visées à l'article 31.5.3 du CCAG-Travaux dans un délai de 7 jours.

Tout manquement à ces dispositions entraînera l'application d'une pénalité visée à [l'article 4.7.5](#) du présent CCAP.

c) Permis feu **(à compléter selon le projet)**

Préalablement à toute intervention nécessitant des travaux de soudages ou de coupes au moyen d'appareillage électrique ou chalumeau, le titulaire doit remplir un permis feu fourni par **personne en charge de la sécurité du chantier**.

8.9 Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Le Titulaire devra veiller à ce que toutes les mesures nécessaires à la sécurité et à la tranquillité des riverains, notamment en matière de bruit, de poussières et de circulation soient prises et respectées

par l'ensemble des entreprises intervenant sur le chantier. Il est en outre précisé que l'emploi des explosifs est interdit.

Le Titulaire est tenu de respecter l'ensemble des clauses du marché relatives à la maîtrise des nuisances.

8.10 Actions d'insertion

Dans un souci de promotion de l'emploi et de la lutte contre l'exclusion, il a été décidé de faire application des dispositions de l'article R2152-7 du code de la commande publique en incluant une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

8.10.1 Obligations du titulaire

Le titulaire du marché s'engage à mener une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières et dont l'éligibilité a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion.

Les personnes concernées par cette action seront des demandeurs d'emploi de longue durée, des bénéficiaires du revenu de solidarité active demandeurs d'emploi, des allocataires des minima sociaux, des travailleurs handicapés reconnus par la maison du handicap, des jeunes ayant un faible niveau de formation ou n'ayant jamais travaillé, les personnes relevant d'un dispositif d'insertion par l'activité économique, les publics seniors.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, de la Mission Locale ou de CAP Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi. En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, de la Mission Locale ou de CAP Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Le titulaire conserve l'entière responsabilité des personnes recrutées, de la signature des contrats de travail et de la définition du programme d'insertion.

Le titulaire s'engage à désigner un interlocuteur « Insertion », dont l'identité sera communiquée à l'organisme choisi par le maître d'ouvrage dès la notification du marché. A l'issue des travaux, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

Le titulaire du marché s'engage à réaliser un nombre minimum d'heures de travail en insertion calculé sur la base de 650 heures d'insertion par fraction de million d'euros HT du marché

8.10.2 Modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

Le titulaire conserve l'entière responsabilité des personnes recrutées, de la signature des contrats de travail et de la définition du programme d'insertion.

Le titulaire s'engage à désigner un interlocuteur « Insertion », dont l'identité sera communiquée à l'organisme choisi par le maître d'ouvrage dès la notification du marché.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ **1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise**

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ **2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ **3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.**

L'entreprise peut sous-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

8.10.3 Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Ensemble Paris Emploi Compétences

Dans ce cadre, l'EPEC exerce les missions suivantes :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

8.10.4 Modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe selon une cadence mensuelle et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du mois conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur, l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice, et aux destinataires suivants de l'EPEC :

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 5.5 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

ARTICLE 9 : CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX – MISE A DISPOSITION DES OUVRAGES – GARANTIES – ASSURANCES

9.1 Réception

Les travaux feront l'objet d'une réception, qui se fera selon les dispositions précisées ci-après.

Le marché prévoit la réalisation de réceptions partielles par zones et pour certains ouvrages ou parties d'ouvrage. Ces réceptions partielles pourront notamment porter sur :

- Les zones pour lesquels un délai spécifique d'exécution des travaux est fixé dans l'acte d'engagement
- Les ouvrages ou parties d'ouvrages pour lesquels un délai spécifique d'exécution des travaux est fixé dans l'acte d'engagement
- Les ouvrages ou parties d'ouvrages devant être réceptionnés avant la dépose des échafaudages

Conformément aux articles 42.2 et 42.3 du CCAG travaux, la prise de possession par le maître d'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrages réalisés en tranche optionnelle, entraîne le transfert de la garde des ouvrages et doit être précédée d'une réception partielle qui sera formalisée par une décision notifiée par le maître d'ouvrage au titulaire. Pour les ouvrages faisant l'objet d'une réception partielle, le délai de garantie court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

Par dérogation à l'article 42.4 du CCAG Travaux, le décompte général est unique pour l'ensemble des travaux, la notification de la dernière décision de réception partielle faisant courir le délai prévu à l'article 3.3.3 du présent CCAP.

9.2 Documents fournis après exécution

Le Titulaire est tenu de fournir au plus tard dès la fin de l'exécution des travaux avant le démarrage des OPR et des formations :

- La liste détaillée de tous les documents remis avec leur date de visa de contrôle interne par le Titulaire ;
- La liste des entreprises qui sont intervenues sur le chantier, avec leurs coordonnées, et le récapitulatif de la nature de leurs interventions,
- Les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets ;
- Les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) ;
- Les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)
- Les documents nécessaires à l'établissement du DEM

Pour ce faire, il établira ces documents au fur et à mesure de l'avancement des études d'exécution et des travaux.

Les documents à remettre par le Titulaire au titre des DOE sont mentionnés en annexe 3 du présent CCAP.

Cette documentation sera soumise au contrôle du maître d'œuvre et du responsable de l'exploitation-maintenance du palais de justice.

Toutes les observations relatives à cette documentation, inexactitudes ou manques, devront être levées avant la signature du procès-verbal de réception. Le dossier finalisé sera remis en trois (3) exemplaires dont un reproductible.

9.3 Opérations préalables à la réception

Les opérations préalables à la réception ont pour objet de vérifier dans chaque local et pour chaque équipement le respect des exigences définies dans les pièces contractuelles et les documents d'exécution.

Elles comportent notamment :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés,
- L'examen de tous les contrôles internes ou externes conduits par le titulaire ;
- La réalisation des épreuves prévues au marché ;
- La constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- La vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- Les essais et vérifications figurant le document technique COPREC approuvé par les assureurs ;
- La constatation éventuelle d'imperfections, de malfaçons, de non-respect des performances définies dans le contrat et les documentations d'exécution ;

- La transmission du dossier des ouvrages exécutés, aux fins de transmettre un dossier complet et validé à la fin des OPR ;
- La constatations du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- La constatation de la qualité de finition, en cohérence avec les CCTP ;

Par dérogation au premier alinéa de l'article 41.1 du CCAG Travaux, le titulaire ne pourra aviser le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre de la date estimée pour l'achèvement des travaux qu'après qu'il se soit assuré que l'ensemble des vérifications, essais et contrôles recensés dans les pièces contractuelles seront effectués à la date estimée d'achèvement des travaux.

Ces résultats doivent être transmis à la maîtrise d'œuvre au plus tard à la date d'achèvement proposée par l'entreprise.

La date proposée par le titulaire devra être postérieure d'au moins 30 jours à celle à laquelle il en avisera le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage.

Pendant cette période, le maître d'œuvre procèdera aux vérifications nécessaires et en informera le maître de l'ouvrage.

La réunion se tient à l'initiative du maître d'ouvrage, entre les 3 parties dans un délai de 5 jours maximum à compter de la date d'achèvement prévisionnelle des travaux annoncée par le titulaire.

Les conditions permettant d'apprécier la capacité du maître d'œuvre à démarrer les opérations préalables à la réception sont notamment les suivantes :

- Les travaux définis par les plans d'exécution et le cahier des clauses techniques particulières et donnant lieu à règlement sont réalisés ;
- Les documents d'exécution ont été produits et visés sans avis défavorables du maître d'œuvre ou du contrôleur technique ;
- Les contrôles définis dans le plan de contrôle qualité ont été exécutés et les éventuelles mesures correctives qui s'imposaient ont été mises en œuvre ;
- Les contrôles internes ou externes des entreprises intervenantes ou des fournisseurs ont été réalisés ; le titulaire doit en particulier apporter au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, par une attestation d'organisme de contrôle agréé, la preuve qu'il a réalisé les essais et les contrôles d'ouvrages ou de parties d'ouvrage prévus par les fascicules concernés du CCTG-Travaux et fournir les résultats obtenus comportant le visa d'organisme de contrôle agréé ;
- Les équipements sont paramétrés et alimentés sous réserve du raccordement par les concessionnaires, le cas échéant avec une source provisoire, en eau, gaz, électricité, et son en état de fonctionnement ;
- Le mobilier fixe installé dans la limite de prestation des travaux du présent marché ;
- Le chantier et les abords extérieurs ont été nettoyés dans la limite de propriété des présents travaux et sous réserve de l'accord de la municipalité et ses services pour la réalisation des travaux hors emprise.

En cas de refus de démarrer les OPR, le maître d'ouvrage, sur proposition du MOE notifie sa décision de refuser. Dans cette hypothèse, des pénalités pour non-respect de la date d'achèvement des travaux sont applicables.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG Travaux, la décision du maître de l'ouvrage sur la fixation de la date de début des opérations préalables à la réception, ou sur son refus de les organiser, doit intervenir dans un délai de 5 jours à compter de la date d'achèvement des travaux proposée par le titulaire. Cependant, le maître d'ouvrage se réserve le droit de surseoir au démarrage des OPR pour le titulaire d'un lot dont les travaux auraient été achevés, afin de permettre l'organisation d'OPR communes à tous les lots. Il en avisera le titulaire du lot concerné dans le même délai.

La décision de refuser le démarrage des opérations préalables à la réception sera motivée. Le titulaire proposera alors une nouvelle date pour l'achèvement des travaux.

Le démarrage des opérations préalables à la réception ne préjuge en rien de la décision qui sera prise par le maître de l'ouvrage à leur issue.

Les opérations préalables à la réception ne sont enserrées dans aucun délai. Leur durée n'est pas comprise dans le délai de réalisation des travaux.

En complément de l'article 41. 3 du CCAG Travaux, il est précisé que le délai compris entre la date de début des opérations préalables à la réception et la date d'effet de la réception prise par le maître d'ouvrage ne donnera pas lieu à l'application de pénalités.

Par dérogation à l'article 41.5 du CCAG Travaux, le délai de réalisation des prestations non exécutées est fixé par le représentant du pouvoir adjudicateur au regard du PV de constat des OPR ou, à défaut, égal à 2 mois. Au cas où ces travaux ne seraient pas exécutés dans le délai prescrit, le maître de l'ouvrage peut les faire effectuer aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

En cas de retard dans l'exécution des travaux nécessaires à la réalisation de prestations non exécutées relevant de l'article 41.5 du CCAG Travaux ou à la levée de réserves relevant de l'article 41.6 du CCAG Travaux, le titulaire se verra infliger les pénalités prévues à l'article 5.5 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 41.7 du CCAG Travaux, le maître de l'ouvrage pourra proposer une réfaction au titulaire lorsque celui-ci éprouve des difficultés à lever une réserve ou à exécuter des prestations prévues au marché et non encore exécutées.

9.4 Mise en place d'un outil interactif de suivi de travaux et des OPR

Un outil interactif mobile de suivi des travaux et des OPR sera mise en œuvre. Cet outil est à la disposition du maître d'œuvre, du maître d'ouvrage et de son représentant, ainsi que de l'ensemble des acteurs à l'acte de construire désignés par le maître d'ouvrage.

Cet outil doit permettre une saisie en temps réel de commentaires localisés sur plan, avec possibilité d'ajout de photographies, ainsi qu'une diffusion automatisée aux différents intervenants. Une articulation depuis le maître d'ouvrage jusqu'aux entreprises de travaux sous-traitantes est à rechercher pour plus d'efficacité.

Il permet d'extraire facilement des indicateurs d'avancement permettant de visualiser le nombre de remarques ou de réserves et leur statut (non traitée, traitée par le titulaire, levée par le maître d'ouvrage, ...).

Cet outil permet également l'impression sous format tableur et pdf de la liste des remarques ou réserves émises. L'outil comprend des requêtes par lots, par espaces, par émetteur ou autre critère permettant d'effectuer des listes thématiques et des indicateurs d'avancements, toujours sous format tableur et pdf.

Dans le cadre du suivi du chantier par le maître d'ouvrage et son représentant, il permet au fil des visites de chantier d'indiquer les remarques à prendre en compte par le titulaire. Chaque remarque émise doit être catégorisée pour identifier son émetteur (architecte, bureau d'études, contrôleur

technique, maître d'ouvrage ou son représentant, ...). Le titulaire devra systématiquement justifier dans chacun de ses rapports mensuels des suites données à ces remarques, en fournissant la liste exhaustive des remarques dont la levée n'a pas été constatée par le maître d'ouvrage ou son représentant, ainsi que les indicateurs évoqués précédemment.

L'outil devra permettre le suivi simple et ergonomique de chacun des tests qui aura été défini selon les modalités indiquées dans le présent CCAP.

Chaque réserve émise doit être catégorisée pour identifier précisément son émetteur (architecte, bureau d'études, contrôleur technique, maître d'ouvrage ou son représentant, ...).

En vue des tests dynamiques, le système permettra l'intégration de « check-lists » consultables et pouvant être complétées en temps réel :

- Vérification de l'atteinte d'une performance définie ;
- Identification par un lien interactif, entre check-list et plans, de l'endroit où est mené le test ;
- Echantillonnage de test pouvant évoluer en temps réel...

Tout au long de l'exécution des missions, les données ainsi générés sont archivés dans un système informatique sécurisé consultable en temps réel via une connexion internet. Pour les contraintes de sécurisation des données, le titulaire se référera aux préconisations de l'article 8 du présent CCAP.

Chaque modification apportée fait par ailleurs l'objet d'une historisation même si la remarque est in fine traitée et acceptée par le maître d'ouvrage comme telle.

9.5 Formation

Le Titulaire a l'obligation d'assurer, à ses frais, la parfaite formation des personnels judiciaires et des autres personnels intervenant dans l'utilisation, l'exploitation et la maintenance de l'établissement. Les formations doivent permettre aux futurs utilisateurs la prise en main de l'établissement et notamment de tous les équipements techniques et/ou de sûreté. Elles sont adaptées aux différents profils d'utilisateurs (encadrement, mainteneur, ...). Le Titulaire établit les contenus des formations et les supports pédagogiques adaptés, il intervient en tant que formateur et anime chacune des actions de formation par sa présence effective.

Le Titulaire prévoit *a minima* :

- Une session de formation à destination des utilisateurs ;
- Deux sessions de formation à destination du mainteneur (3 personnes au moins) ;

Par ailleurs, le Titulaire a l'obligation d'assurer une assistance technique et des formations complémentaires aux personnels pendant les cinq mois suivant la date de réception.

Pour chaque profil d'utilisateur, la première session de formations devra impérativement se tenir dans la semaine précédant la réception de l'ouvrage par le maître de l'ouvrage. Les autres séries de formations pourront se tenir après la date de réception.

Le Titulaire adresse au maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au moins trois mois avant la date contractuelle d'achèvement de travaux proposée par l'entrepris, une proposition de méthodologie, de plan et de programme de formation. Le maître d'ouvrage transmet au Titulaire, dans un délai maximal de deux mois, son acceptation sur ses propositions. En cas de refus, le titulaire a 15 jours à compter de son refus pour notifier un programme, une méthodologie et un calendrier modifiés.

9.6 Décision de Réception

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception, des propositions du maître d'œuvre, du rapport final du contrôleur technique et des avis de la commission de sécurité incendie et de la

commission d'accessibilité des personnes handicapées, le maître d'ouvrage décide si la réception est prononcée ou non.

Par dérogation à l'article 41.7 du CCAG Travaux, les réserves non levées pendant la période de la garantie de parfait achèvement pourront faire l'objet d'une proposition de réfaction à l'initiative du Pouvoir adjudicateur.

9.7 **Modalités de suivi de la garantie de parfait achèvement**

9.7.1 *Délai de GPA*

Le délai de la garantie de parfait achèvement est de **12 mois** à compter de la date d'effet de la réception.

Pour les ouvrages ou parties d'ouvrage faisant l'objet d'une réception partielle, le délai de la garantie de parfait achèvement démarre à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

Ce délai est sans incidence sur la possibilité pour le maître d'ouvrage de prolonger ce délai dans les conditions précisées à l'article 44.2 du CCAG-travaux.

9.7.2 *Organisation pendant la GPA*

La gestion contractuelle de la garantie de parfait aménagement se fait au travers des deux outils ci-après :

- Le tableau de suivi du parfait achèvement ;
- La visite de fin de délai de parfait achèvement.

Cette gestion contractuelle est sous la responsabilité de la maîtrise d'œuvre, et la bonne résolution des désordres est constatée par la maîtrise d'œuvre et le mainteneur de l'ouvrage.

Concernant le délai imparti, certains désordres touchant notamment à la sûreté de l'établissement (alarme anti-intrusion, SSI ...) peuvent faire l'objet de demande d'intervention immédiate ou dans un délai particulièrement contraint.

Au cas où les travaux nécessaires à la résolution du désordre ne seraient pas réalisés dans les délais impartis, le représentant du Pouvoir adjudicateur peut les faire exécuter aux frais et risques du Titulaire, sans préjudice des pénalités de retard applicables au titre de l'article 4.5.3 du présent CCAP.

Le Titulaire doit désigner nominativement une personne chargée de coordonner les interventions nécessaires à la reprise des désordres et d'en informer le représentant du Pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre.

A un rythme hebdomadaire, le cas échéant à adapter à la criticité et à la quantité des désordres constatés, le Titulaire prend connaissance des observations de la maîtrise d'œuvre dans le tableau de suivi de parfait achèvement et les répercute aux entreprises concernées.

Autant que de besoin, l'organisation des interventions tient compte de l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé et du contrôleur technique. Les interventions tiennent systématiquement compte du fait qu'elles ont lieu en site occupé, avec des activités judiciaires et de police qui ne peuvent être perturbées sans validation par le chef d'établissement.

Deux fois par mois les trois premiers mois, puis une fois par mois environ en tant que de besoin et ce jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement, le représentant désigné par le Titulaire participe à une réunion sur site organisée par le maître d'œuvre et à laquelle assistent le maître de l'ouvrage ou son représentant, les utilisateurs et le Titulaire. A chaque visite, le Titulaire procède contradictoirement avec le maître d'œuvre, le mainteneur et le représentant du Pouvoir adjudicateur au constat du traitement des imperfections et malfaçons.

La démarche ainsi décrite est, chaque fois que nécessaire, renforcée par des actions ponctuelles, destinées à régler des problèmes particuliers ou urgents.

9.7.3 Visite de fin du délai de parfait achèvement

Cette visite constitue l'aboutissement de la procédure de gestion de la garantie de parfait achèvement engagée avec le tableau de suivi de parfait achèvement. Un mois et demi au plus tard avant la fin du délai de parfait achèvement, le maître d'œuvre organise une visite de parfait achèvement.

Au cours de cette visite, qui réunit le Titulaire, le maître de l'ouvrage et son représentant, ainsi que les utilisateurs du bâtiment, les intervenants établissent un constat de l'ensemble des désordres et dysfonctionnements qui subsistent à la date considérée.

Ce constat reprend l'ensemble des défauts signalés par le biais du tableau de suivi de parfait achèvement qui n'aurait pas reçu de traitement satisfaisant, ainsi que les défauts plus récents et non encore consignés dans ce tableau. La visite de parfait achèvement fait l'objet d'un procès-verbal établi par le maître d'œuvre.

Le cas échéant, le maître d'ouvrage notifie au titulaire la décision de prolonger la GPA avant la fin d'expiration de la GPA. Cette décision vise le tableau de suivi de la GPA.

Dans l'hypothèse où des désordres apparaissent entre cette décision et l'expiration de la GPA, le MOA transmet le tableau actualisé de suivi des GPA. Cette transmission se fait par tout moyen y compris par voie dématérialisée.

Par dérogation à l'article 41.7 du CCAG Travaux, les réserves non levées, ou les désordres apparus pendant la période de la garantie de parfait achèvement pourront faire l'objet d'une proposition de réfaction à l'initiative du Pouvoir adjudicateur.

9.8 Garanties particulières

Indépendamment des garanties décennales, le Titulaire sera tenu de justifier qu'il est bien assuré pour les garanties particulières définies ci-après, par la production des polices d'assurances spécifiques qu'il aura préalablement souscrites à cet effet et à sa charge exclusive.

Garantie particulière de reprise et de croissance des espaces verts et plantations

Elle garantit le maître d'ouvrage contre tout défaut de reprise ou de croissance des arbres, arbustes et engazonnements pendant une période de deux (2) ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux.

Cette garantie engage le Titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les interventions nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés.

9.9 Assurances

Les adaptations et précisions **par lot** sur cette partie pourront être apportées en fonction des modalités du CCRD qui aura été souscrit ultérieurement par le maître de l'ouvrage.

D'une façon générale, le Titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, le Titulaire répond notamment des responsabilités et garanties dont s'inspirent les articles 1240 et suivants, 1792, 1792-2, 1792-3, 1792-6 du Code Civil, et des risques mis à leur charge par l'article 1788 du même Code ainsi que des principes posés par la jurisprudence.

Le titulaire est notamment responsable de tout dommage résultant de ses actes, ses biens et des personnes dont il doit répondre, ainsi que de ses éventuels sous-traitants.

Le Titulaire fera son affaire personnelle de la souscription des assurances relatives aux biens et équipements lui appartenant ou placés sous sa garde, utilisés pour la réalisation du Marché et non destinés à être incorporés dans les Ouvrages réalisés.

Il veillera notamment à ce que les véhicules terrestres à moteur et les remorques (attelées ou non) soient assurés conformément à la législation en vigueur et que ceux-ci soient garantis lorsqu'ils fonctionnent comme outils en dehors de toute circulation

Le titulaire s'engage :

- à fournir périodiquement, et au moins au cours du 1er trimestre de chaque année de travaux, une attestation RC de droit commun ;
- à notifier au maître de l'ouvrage toutes modifications affectant son / ses contrat(s) d'assurances (nature et montants des garanties, assureurs, etc...) ainsi que tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties ;
- à justifier, sur simple demande du maître de l'ouvrage, et à tout moment du paiement de ses primes d'assurances, ainsi que de celles de ses sous-traitants (y compris le cas échéant celui correspondant à la souscription de l'assurance complémentaire (visée ci-dessus en cas d'insuffisance de couverture).

Le titulaire déclare être couvert en matière de dommages, dégâts ou détournements pouvant être causés aux tiers et au maître d'ouvrage par une assurance de responsabilité aussi bien dans l'immeuble où les travaux sont exécutés que dans les immeubles voisins, tant pendant les travaux qu'après la réception des ouvrages et/ou équipements et mobiliers intégrés.

En conséquence, le Titulaire garantit le maître de l'ouvrage de tout recours qui pourrait être introduit à son encontre à la suite de tels dommages, dégâts ou détournements. Il continuera même après réception à garantir le maître d'ouvrage des recours pouvant être exercés contre lui par les tiers victimes de dommages du fait ou à l'occasion de l'exécution de travaux, y compris en cas de sous-traitance acceptée par le maître d'ouvrage.

Les primes d'assurances relatives aux garanties personnelles souscrites par le titulaire en matière de responsabilité civile générale et responsabilité décennale sont incluses dans l'offre du titulaire et restent à la charge de ce dernier.

Les fabricants soumis à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 sont, quant à eux, tenus aux responsabilités qui pourraient leur incomber notamment en vertu de l'article 1792-4 du Code Civil.

Il est bien précisé que les garanties qui seront souscrites par le maître de l'ouvrage, au profit des entreprises, seront accordées selon les clauses et conditions (en particulier de délimitation, de montant de garantie, de franchise et d'exclusions) des polices effectivement souscrites et que la souscription par le maître de l'ouvrage de ces garanties n'exonère en aucune façon les intervenants de leurs risques et responsabilités et ne les dispense pas de souscrire les assurances complémentaires qu'ils jugeront nécessaires.

En conséquence, les intervenants renoncent à tout recours à l'égard du maître de l'ouvrage en ce qui concerne l'application des polices souscrites pour leur compte étant précisé à ce propos que le maître d'ouvrage conserve néanmoins son recours contre l'entreprise et/ou son assureur au-delà des garanties accordées par les polices qu'il aura souscrites pour son compte. L'entreprise reste seule juge de la nécessité de conserver ses propres garanties.

Les entreprises s'engagent à adhérer à la police ou aux polices ainsi souscrite(s) par le maître d'ouvrage auquel elles donnent mandat pour négocier les clauses, souscrire pour leur compte et

assumer la gestion des garanties et des éventuels sinistres jusqu'à leur expiration. Ce mandat est irrévocable comme étant donné dans l'intérêt commun des parties concernées.

Toute surprime appliquée par les assureurs du maître d'ouvrage du fait d'une absence ou insuffisance d'assurance d'un titulaire, du fait de l'utilisation d'une technique particulière ou de toute autre cause sans que cette liste soit exhaustive, sera automatiquement mise à la charge du titulaire, lequel s'engage à la régler.

En l'absence de règlement, elle sera prélevée sur la situation de travaux du titulaire à l'origine de la surprime.

9.9.1 Assurance de responsabilité civile autre que décennale

Le Titulaire, ainsi que ses éventuels sous-traitants, est tenu de souscrire une police d'assurance de responsabilité civile générale et professionnelle destinée à garantir les conséquences pécuniaires des dommages corporels, matériels et immatériels, consécutifs ou non, causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage, du fait ou à l'occasion des travaux qu'il réalise ou qu'il sous-traite tant pendant la période d'exécution qu'après l'achèvement des travaux.

Ces garanties doivent impérativement être étendues en cours de construction ou après réception, aux responsabilités que l'entreprise encourt du fait de ses sous-traitants et tâcherons, y compris en cas d'absence ou d'insuffisance d'assurance et/ou d'insolvabilité des dits sous-traitants ou tâcherons. Le Titulaire vérifiera que ses sous-traitants sont couverts dans les mêmes conditions. La police d'assurances souscrite par les sous-traitants ne saurait en aucun cas réduire, atténuer ou modifier la responsabilité de l'entrepreneur vis-à-vis de la personne publique et des tiers.

Les polices d'assurance prévoient les plafonds minimums de garantie suivants :

Responsabilité civile pendant travaux avant réception ou livraison des ouvrages (montants par sinistre) :

- Dommages corporels : 8 000 000 euros
- Dommages matériels et immatériels consécutifs ou non: 4 000 000 euros
 - Dont Dommages immatériels non consécutifs : 1 000 000 euros

Responsabilité civile après réception ou livraison des ouvrages (montants par sinistre et par année d'assurance) :

- Dommages corporels : 8 000 000 euros
- Dommages matériels et immatériels consécutifs ou non : 4 000 000 euros
 - Dont Dommages immatériels non consécutifs : 1 000 000 euros

Les montants de garanties minima indiqués ci-avant ne constituent, en aucun cas, une quelconque limitation de la responsabilité. Il appartient à l'entrepreneur de souscrire des montants de garanties à la hauteur des responsabilités qu'il considère encourir.

En cas de groupement, ces montants s'entendent pour chaque membre du groupement.

Ces garanties devront rester valides toute la durée du chantier et bénéficieront des dispositions de la Loi n° 2003-706 du 1er Août 2003 et de son décret d'application du 26 Novembre 2004.

Le titulaire devra justifier que ses sous-traitants éventuels sont couverts par une police d'assurance couvrant les dommages de toute nature causés aux tiers, y compris le maître d'ouvrage et les intervenants du chantier, du fait de ses travaux.

Les garanties devront être étendues aux risques de pollution accidentelle ou graduelle, et de toute

atteinte à l'environnement.

Le mandataire du groupement devra justifier d'une couverture supplémentaire quant à sa qualité de mandataire commun.

9.9.2 Assurance décennale

Le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale gérée en capitalisation, en état de validité au jour de l'ouverture du chantier et le garantissant pour les travaux qui lui sont confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- La **garantie légale obligatoire** conformément à l'Article L 241-1 du Code des Assurances pour la responsabilité décennale visée aux articles 1792 et 1792-2 du Code civil et à l'article L.111-13-1 du *code* de la construction et de l'habitation, dans des termes conformes aux clauses types prévues à l'annexe 1 de l'Article A.243-1 du Code des Assurances, pour un montant minimum par sinistre de :

- **10 millions d'euros** pour les titulaires de lots portant sur la structure ou le gros œuvre ;
- **6 millions d'euros** pour les titulaires de lots autre que la structure ou le gros œuvre ;

- Les **garanties complémentaires** suivantes, si elles ne sont pas incluses en extension du contrat de responsabilité de droit commun :

- les risques d'effondrement ou de menace d'effondrement avant réception ;
- les dommages relevant des dispositions de l'article 1792-3 du code civil à compter de la Réception ;
- les désordres matériels à l'ouvrage après réception qui ne sont pas de nature à engager la responsabilité décennale des constructeurs au sens des articles 1792 et suivants du code civil ;
- les dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction qui n'entrent pas dans le champ d'application de l'ordonnance n° 2005-658 du 8 juin 2005, conformément à la convention du 8 septembre 2005 passée entre l'Etat, les assureurs et les maîtres d'ouvrage ;
- Les dommages immatériels consécutifs aux dommages visés ci-dessus à compter de la réception.

Les fabricants soumis à la loi 78-12 du 4 janvier 1978 devront, quant à eux, avoir souscrit une police d'assurance couvrant leur responsabilité, notamment en vertu de l'article 1792-4 du Code Civil.

En outre, la police dont est titulaire l'entreprise traitante devra prévoir, le cas échéant, prévoir l'application des garanties aux travaux donnés en sous-traitance, qu'ils relèvent ou non des activités garanties par sa police de base.

En cas de travaux dits de techniques non courantes (techniques nouvelles ou non normalisées et/ou travaux de spécialités ou de caractère exceptionnel), chaque entreprise doit obtenir pour elle-même et ses sous-traitants l'avenant à la police nécessaire pour couvrir ces travaux ou procédés de technique non courante,

Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat desdits sous-traitants doivent prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792- 2, et 1792-4 du Code civil et de l'article L.111-13-1 du *Code* de la construction et de l'habitation.

9.9.3 Justification des polices et qualifications

A chaque échéance annuelle, le Titulaire fournira des attestations d'assurance, émanant des assureurs, constatant qu'il est en règle pour le paiement de ses primes.

Le Titulaire devra prévenir le maître d'ouvrage de toutes modifications dans ses qualifications ou ses polices d'assurance.

Tout versement d'acompte pourra être différé si le Titulaire ne fournit pas les justifications demandées.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG Travaux, tous les intervenants, y compris les sous-traitants, devront produire dans les 10 jours qui suit la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, ainsi qu'une fois par an -en début d'année civile- pendant la durée du chantier, une attestation d'assurance correspondant aux critères définis ci-dessus, comportant les informations précises suivantes :

- identité de la compagnie d'assurance,
- numéros de police
- date d'effet, période de validité,
- activités assurées en référence aux prestations relevant du marché dont il est titulaire avec extension le cas échéant, à la qualité de mandataire commun.
- montants des garanties accordées par nature à hauteur respective des capitaux minima fixés ci-dessus.

Ce document devra être établi, daté et signé par la Compagnie d'assurance de l'entrepreneur.

Tout versement d'acompte pourra être différé si le Titulaire ne fournit pas les justifications demandées.

En cas de couverture insuffisante, le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part de l'entrepreneur la souscription d'une assurance complémentaire.

9.9.4 *Contrat collectif de responsabilité décennale*

Afin de respecter le montant de garantie mentionné à l'article R. 243-3 du Code des Assurances, le maître d'ouvrage souscrira à ses frais un contrat d'assurance collectif (CCRD – Contrat Collectif de Responsabilité Décennale) en vertu de l'article R. 243-1 du Code des Assurances pour compléter les montants de garantie des polices individuelles de base de responsabilité décennale des constructeurs assujettis à la responsabilité décennale à concurrence du coût total de l'ouvrage TVA incluse.

En ce qui concerne les sous-traitants, il sera prévu une renonciation à recours à leur encontre et celle de leurs assureurs. Ainsi, la garantie du CCRD s'appliquera de la même façon que les travaux soient sous-traités ou non.

Le maître d'ouvrage souscrit pour le compte des intervenants assujettis à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale un contrat collectif d'assurance de responsabilité décennale dont le plafond de garantie ne saurait être inférieur au coût total prévisionnel de l'ouvrage TVA incluse. Ce contrat de responsabilité décennale de seconde ligne est destinée à compléter les montants de garantie de leurs polices individuelles de responsabilité décennale à concurrence du coût total de l'ouvrage TVA incluse et aura pour seuil de déclenchement le montant de garantie de chaque police individuelle de responsabilité décennale. Les intervenants concernés s'engagent à adhérer au CCRD souscrit par le maître d'ouvrage auquel ils donnent mandat pour négocier les clauses et souscrire pour leur compte, conformément à l'article L.112-1 du Code des assurances. Ce mandat est irrévocable comme étant donné dans l'intérêt commun des parties concernées.

9.9.5 *Assurance « Tous Risques Chantier »*

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit, sans y être tenu, de souscrire une police d'assurance tous risques chantier adaptée à l'opération au profit de l'ensemble des participants au chantier.

Cette police garantira les dommages matériels accidentels pouvant être causés aux ouvrages ou subis par ces derniers, pendant toute la durée des travaux de la construction jusqu'à la réception, avec une période de maintenance d'une année après la réception (pendant cette période pour tous dommages, hors ceux consécutifs à un incendie ou une explosion, provenant du retour des entreprises sur le site pour accomplir leurs obligations contractuelles).

En cas de souscription, le coût de cette police sera pris en charge par le maître de l'ouvrage.

Cette police ne couvrira pas les pertes financières, les dommages immatériels, les pénalités que pourrait subir l'entrepreneur à la suite d'un dommage matériel garanti.

Le Titulaire devra se conformer aux préconisations de l'assureur concernant notamment les moyens de prévention et de lutte contre l'incendie et l'explosion : gardiennage, interdiction de fumer, extincteurs vérifiés, élimination des emballages, procédure du permis de feu, sans que cette liste ne soit exhaustive.

La police comportera une franchise qui sera, en cas de sinistre, supportée intégralement par l'entreprise responsable de celui-ci ou, en cas de pluralité de responsables, au prorata des responsabilités déterminées.

Dans le cas où aucune entreprise ne pourrait être tenue pour responsable, la franchise sera imputée aux entrepreneurs du ou des lots concernés par l'ouvrage ou la partie d'ouvrage sinistrée au prorata du coût de la réparation des dommages affectant le ou les lots.

Si l'entreprise responsable du sinistre, à défaut l'entreprise titulaire du lot sinistré, ne prend pas en charge la franchise ou son prorata, ceux-ci seront prélevés sur sa dernière situation de chantier.

S'agissant du versement des indemnités au titre de la police Tous Risques Chantier, il est d'ores et déjà expressément convenu, que les indemnités seront versées par l'assureur au seul maître de l'ouvrage, à charge pour lui de les verser ensuite aux constructeurs concernés sur présentation des situations de travaux de réparation ou de reconstruction correspondantes validées par le maître d'œuvre.

ARTICLE 10 : RESILIATION – REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE – MESURES COERCITIVES

Il sera fait application des articles 50 à 528 du CCAG Travaux.

Si le présent marché est résilié pour faute du Titulaire en application de l'article 50.3 du CCAG Travaux, et dans ce seul cas, les prestations déjà accomplies et acceptées par le maître d'ouvrage sont rémunérées avec un abattement de 10 % par dérogation à l'article 51 du CCAG Travaux.

Les excédents de dépenses résultant de la mise en régie ou de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

Si le présent marché est résilié pour motif d'intérêt général, en application de l'article 50.4 du CCAG Travaux, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant HT du marché, diminué du montant HT des prestations reçues, un pourcentage fixé à 2%.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES DIFFERENDS

Pour tout différend entre les parties, celles-ci s'obligent à rechercher préalablement un accord amiable.

À défaut, en vertu de l'article R.312-11 alinéa 2 du Code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Melun est le seul compétent, sans préjudice des procédures de saisine du comité consultatif de règlement amiable des litiges ou de recours à l'arbitrage.

ARTICLE 12 : CLAUSES DE CONFIDENTIALITE

12.1 Obligation de discrétion

Le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, documents et décisions dont il a eu ou aura connaissance durant l'exécution du marché, dont la divulgation serait préjudiciable au maître d'ouvrage (sécurité du projet, défense des intérêts du maître d'ouvrage en cas de contentieux, communication dans la presse, ...). Sauf précision contraire du Pouvoir adjudicateur, tous les documents remis au Titulaire sont réputés confidentiels.

Tous les documents graphiques présentent un caractère confidentiel.

Le Titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes :

- S'interdire, sauf autorisation de l'APIJ, toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers ;
- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles strictement nécessaires à l'exécution du marché ;
- Ne pas utiliser les documents et informations communiquées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- Prendre les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat, via notamment l'utilisation de dispositifs de verrouillage des ordinateurs et de cryptage des données ;
- Signaler au représentant du Pouvoir adjudicateur, dans les **24 heures** suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- Procéder, en fin de contrat, à la destruction, sauf instruction contraire de l'APIJ, de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- Remettre au représentant du Pouvoir adjudicateur une attestation de destruction desdits fichiers.

Le représentant du Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées.

En cas de non-respect des dispositions précitées, et indépendamment des pénalités et sanctions prévues à l'article 5.4 du présent CCAP, la responsabilité du Titulaire pourra également être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

12.2 Mesures de sécurité

Le Titulaire et ses sous-traitants s'engagent à détenir tous les supports physiques d'information relatifs à l'opération dans un ou des lieux sécurisés par leurs soins (papier, serveur informatique, sauvegarde sur bandes).

Les documents informatiques doivent être conservés sur un serveur lui-même sécurisé face aux vols informatiques depuis l'intranet et l'internet. Sur demande explicite du maître d'ouvrage, la communication des documents par courriel, ou sur tout support informatique peut faire l'objet d'un cryptage des données par un logiciel freeware (libre de droits) fonctionnant sur le système d'exploitation Windows ©.

La communication postale de tout support d'informations est proscrite.

Tous les documents destinés à être détruits doivent être broyés au préalable.

ARTICLE 13 : TRANSMISSION DES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS VIA UNE PLATEFORME EN LIGNE

Dans le cadre de l'opération de restructuration du palais de justice de Paris, l'APIJ souscrira, à une plateforme en ligne de vérification des attestations, afin de simplifier et sécuriser la collecte des attestations officielles de ses opérateurs économiques.

Cette plateforme permet aux opérateurs économiques de déposer régulièrement leurs attestations en toute sécurité ; il est précisé que le recours à cet abonnement peut être payant.

Les pièces et attestations mentionnées aux articles 9 et 10 du présent CCAP sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition.

Un système de relance mail rappelle le besoin de mise à jour des documents en temps voulu, et permet ainsi d'être en parfaite légalité.

Cette obligation s'étend à ses co-traitants et à ses sous-traitants.

ARTICLE 14 : CONDITIONS DE L'HABILITATION DES PERSONNELS

Les conditions de l'habilitation des personnels pour l'accès à la zone chantier ou sur le site du palais de justice sont précisées à l'annexe 2 du présent CCAP.

ARTICLE 15 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG Travaux, le présent CCAP ne récapitule pas la liste des articles du CCAG susvisé auxquels il déroge.

Fin du document